

PROCES-VERBAL
Conseil communautaire du 10 décembre 2025
Auditorium – Hôtel d'agglomération Grand Cognac

Aujourd'hui, mercredi 10 décembre 2025, à 18 heures, en vertu de la convocation en date du jeudi 4 décembre 2025, les membres du Conseil de Grand Cognac se sont réunis en l'Auditorium de l'Hôtel d'agglomération de Grand Cognac – 6 rue de Valdepeñas à Cognac (16100) sous la présidence de Monsieur Jérôme SOURISSEAU, président

ETAIENT PRESENTS

M. Jean-Claude ANNONIER – Mmes Christine BAUDET – Martine BEAUMARD – Pascale BELLE – M. Morgan BERGER – Mme Carmen BERNARD – MM. Philippe BIROLLEAU – Patrice BOISSON – Jean-Yves BRIAND – Mme Hélène BRISSON – MM. Jean-François BRUCHON – Romuald CARRY – Jean-Christophe COR – Stéphane CORNET – Fabien DELISLE – Jacques DESLIAS – Georges DEVIGE – Brice DEZEMERIE – Mme Elisabeth DUMONT – MM. Bernard DUPONT – Cédric DUPUY – Mme Sylvie GAUTIER – MM. Laurent GEORGES – Philippe GESSE – Jean-Marc GIRARDEAU – Didier GOIS – Mmes Christel GOMBAUD – Géraldine GORDIEN – MM. Dominique GRAVELLE – Claude GUINET – Bernard HANUS – Christian JOBIT – Lilian JOUSSON – Mehdi KALAI – Jean-Marc LACOMBE – Patrick LAFARGE – Mmes Danièle LAMBERT DANÉY – Laurence LE FAOU PARLANT – Camille LEGAY – MM. Jean-Louis LEVESQUE – Éric LIAUD – Annick-Franck MARTAUD – Mme Monique MARTINOT – MM. Dominique MERCIER – Christian MEUNIER – Jean-Luc MEUNIER – Mmes Léa MICHAUD-LAURICHESSE – Sylvie MOCOEUR – MM. Géraud MOURGERE – Bruno NAUDIN-BERTHIER – Mme Virginie PAILLETTE-RIVIERE – M. Ludovic PASIERB – Mmes Monique PERCEPT – Katie PERROIS – Dominique PETIT – Aurélie PINEAU – MM. Gilbert RAMBEAU – Benoist RENAUD – Mme Émilie RICHAUD – M. Florent RODRIGUES – Mme Nicole ROY – M. Jérôme ROYER – M. Xavier TRIOUILLIER – Mmes Nadia VARLEZ – Marie-Jeanne VIAN – M. Mickaël VILLEGIER.

EXCUSES AYANT DONNE POUVOIRS

Mme Marie-Christine BRAUD (donne son pouvoir à Mme Camille LEGAY) – M. Sébastien BRETAUD (donne son pouvoir à M. Jean-Christophe COR) – M. Dominique BURTIN (donne son pouvoir à M. Dominique GRAVELLE) – M. Jean- Jacques DELAGE (donne son pouvoir à Mme Hélène BRISSON) – Mme Brigitte ESTEVE-BELLEBEAU (donne son pouvoir à Mme Géraldine GORDIEN) – M. Yannick LAURENT (donne son pouvoir à M. Morgan BERGER) – Mme Marie-Pierre REY-BOUREAU (donne son pouvoir à M. Gilbert RAMBEAU) – Mme Nadège SKOLLER (donne son pouvoir à Mme Christine BAUDET).

EXCUSES

M. Pierre BERTON – Mmes Lydie BLANC – Bernadette BOULAIN – MM. Michel ECALLE – Michel FOUGERE – Jean-Hubert LELIEVRE – Mme Laure MANDEAU – MM. Gilles PREVOT – Christophe ROY – Mme Carole SAUNIER.

SUPPLEANTS

Mme Isabelle CAËS (suppléante de M. Hubert DEMENIER) – M. Fabien PETINIOT (suppléant de Mme Marie-Christine GRIGNON) – Mme Isabelle TERMINET (suppléante de M. Jean-Philippe ROY) – Mme Dominique VERAL (suppléante de Mme Séverine CAILLÉ)

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE			
COMMISSION		OBJET	RAPPORTEUR
Affaires générales et équilibre des territoires	AGET-1	Acquisition de locaux situés 72 Rue de Pons à Cognac	Brice DEZEMERIE
	AGET-2	Création d'un budget annexe Photovoltaïque (Budget annexe photovoltaïque n°50029)	LE PRESIDENT
	AGET-3	Décision budgétaire modificative N°3 (Budget principal)	LE PRESIDENT
	AGET-4	Rapport sur les orientations budgétaires 2026	LE PRESIDENT
	AGET-5	Convention de cofinancement des études préalables à la mise en 2x2 voies de la RN141 – entre Grand Cognac, Grand Angoulême, le Département de la Charente et l'État	LE PRESIDENT
	AGET-6	Approbation des modifications statutaires du pôle d'équilibre Territorial et rural Ouest Charente – Pays du cognac et Convention de gestion entre la communauté d'Agglomération de Grand Cognac et la communauté de communes du pays Rouillacais	LE PRESIDENT
	AGET-7	Adoption du Pacte financier et fiscal de solidarité	LE PRESIDENT
	AGET-8	Modification de l'intérêt communautaire des compétences de Grand Cognac	LE PRESIDENT
	AGET-9	Reprise de la compétence Collecte des déchets ménagers et assimilés – Approbation de la convention d'accord partiel sur les modalités patrimoniales et financières portant sur la répartition des dettes liées aux emprunts et sur le versement d'une soulte au titre des charges d'administration à la suite de la restitution de la compétence collecte	LE PRESIDENT
	AGET-10	Attribution de subvention à l'Association Épicerie Sociale du Cognaçais	LE PRESIDENT
Ressources Humaines	RH-1	Participation financière de Grand Cognac à une mutuelle labélisée	Brice DEZEMERIE
	RH-2	Ouvertures et fermetures de postes permanents	Brice DEZEMERIE
	RH-3	Ouvertures de postes non permanents	Brice DEZEMERIE
Sport	SPORT-1	Attribution d'une subvention pour l'achat d'un bateau d'aviron pour la pratique sportive au sein d'une association du territoire de Grand Cognac	Xavier TRIQUILLIER
Aménagement du territoire et mobilités	ATM-1	Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification simplifiée N°1 du PLUi de Grand Cognac	Séverine CAILLÉ

Développement économique, innovation, enseignement supérieur, ESS	DEI-1	ZAE Le Plassin (Gensac-la-Pallue) – Cession d'une parcelle à la société AMORIM TOP SERIES France (Budget annexe Zone Le Plassin n°50011)	Philippe GESSE
Grand et petit cycle de l'eau	GPCE-1	Tarifs 2026 Eau Portable (Budget annexe Eau potable n°50018)	Mickael VILLEGER
	GPCE-2	Tarifs 2026 Assainissement Collectif (Budget annexe assainissement n°50021)	Bernard DUPONT
	GPCE-3	Réfection des réservoirs d'Eau potable de Jarnac (Budget annexe Eau potable n°50018)	Mickael VILLEGER
	GPCE-4	Eau potable et Assainissement Collectif choix des modes de gestion – Orientations générales Budgets annexes : Eau potable n°50018, assainissement 50021)	Mickael VILLEGER
	GPCE-5	Assainissement Collectif choix du mode de gestion territoire Châteauneuf-sur-Charente (Budget annexe assainissement n°50021)	Bernard DUPONT
	GPCE-6	Financement des travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti aux inondations du fleuve Charente (Budget annexe GEMAPI)	Dominique MERCIER
Action cœur de ville, politique de la ville et prévention de la délinquance	ACVH-1	Règlement d'intervention Habitat social – Soutien à la production de logements locatifs sociaux	Morgan BERGER
Tourisme et valorisation du fleuve et des rivières	TVFR-1	Lancement de la procédure de délégation du service public pour la gestion et l'exploitation du port de plaisance de cognac	Yannick LAURENT

- Relevé des décisions du bureau
- Relevé des décisions marché < 90 000 €

EXAMEN DES RAPPORTS NON PRESENTES AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

COMMISSION		OBJET	RAPPORTEUR
Affaires générales et équilibre des territoires	AGET-11	Renouvellement du règlement de Fonds de concours tenant lieu de dotation de solidarité d'investissement 2026-2028	LE PRESIDENT
	AGET-12	Clôture du budget annexe Zone Nercillac (Budget annexe Zone Nercillac n°50015)	LE PRESIDENT
	AGET-13	Bilan 2025 des autorisations d'engagement (Budgets principal et annexe Zone Pont neuf n°50012)	LE PRESIDENT
	AGET-14	Bilan 2025 des autorisations de programme (Budgets principal, annexes Bâtiments économiques, Pôle médical, Transports, Eau potable, Assainissement collectif, Déchets)	LE PRESIDENT
	AGET-15	Contribution des budgets annexes aux fonctions support pour 2026 (Budgets principal et annexes)	LE PRESIDENT
	AGET-16	Fonds de concours à la commune de Bonneuil Au titre de la DSC d'investissement	LE PRESIDENT

	AGET-17	Fonds de concours à la commune de Châteaubernard Au titre de la DSC d'investissement	LE PRESIDENT
	AGET-18	Fonds de concours à la commune de Criteuil la Magdeleine Au titre de la DSC d'investissement	LE PRESIDENT
	AGET-19	Fonds de concours à la commune de Fleurac Au titre de la DSC d'investissement	LE PRESIDENT
	AGET-20	Fonds de concours à la commune de Saint Simon Au titre de la DSC d'investissement	LE PRESIDENT
	AGET-21	Fonds de concours à la commune de Sainte Sévère Au titre de la DSC d'investissement	LE PRESIDENT
	AGET-22	Fonds de concours à la commune de Verrières Au titre de la DSC d'investissement	LE PRESIDENT
	AGET-23	Fonds de concours à la commune de Saint Brice Au titre de la DSC d'investissement	LE PRESIDENT
	AGET-24	Fusion des budgets annexes de zones d'activités économiques (Budgets annexes Zones Châteaubernard, Cognac, Merpins n°50006, Zone Ars n°50007, Zone Fief de la Couture n°50008, Zone Le Malesier n°50009, Zone Mérignac n°50013, Zone St- Sulpice n°50016, Zone Vauzelles n°50026, Zone Grands Champs n°50028)	LE PRESIDENT
	AGET-25	Subvention d'équilibre et avance remboursable du budget Principal au Budget annexe Pôle Médical (50004)	LE PRESIDENT
Aménagement du territoire et mobilités	ATM-2	Pôle d'échanges multimodal de la gare de Jarnac à Mainxe-Gondeville – Éclairage public – Attribution d'un fonds de concours au SDEG16	Pascale BELLE
Développement durable, déchets, plan alimentaire territorial et démocratie participative	DDD-1	Tarification des apports de déchets professionnels en déchèterie (Budget annexe déchets n°50024)	Pascale BELLE
	DDD-2	Collecte des déchets ménagers et assimilés tarifs 2026 de la redevance spéciale (Budget annexe déchets n°50024)	Pascale BELLE
Développement économique, innovation, enseignement supérieur, ESS	DEI-2	Dispositif « Soutien aux stratégies commerciales : participation à des salons, manifestations, événements professionnels »	Philippe GESSE
Grand et petit cycle de l'eau	GPCE-7	Convention de rétrocession d'ouvrages d'Eau potable, d'assainissement et de pluvial Les Métairies – La Tenaie, 1 route de Luchac (Budgets : Eau potable n°50018, assainissement 50021, Principal 50000)	Mickael VILLEGER
	GPCE-8	Conventions de contribution à l'animation des contrats de territoire « re-sources » 2025-2030 sur les aires d'alimentation des captages (AAC) « Prioritaires » - Au titre du Grenelle (Budget eau potable n°50018)	Mickael VILLEGER

Action cœur de ville, habitat, politique de la ville et prévention de la délinquance	ACVH-2	Soutien à l'amélioration du parc logements privés : Attribution de subventions d'investissement dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'Habitat renouvellement Urbain (OPAH-RU)	Morgan BERGER
	ACVH-3	Soutien à l'amélioration du parc de logements privés : Attribution de subventions d'investissement dans le cadre du programme d'intérêt général (PIG)	Morgan BERGER
	ACVH-4	Construction de 24 logements locatifs sociaux Rue du Dolmen à Châteaubernard : Garantie d'emprunt à Noalis – Abroge et remplace la délibération D2025_262 du 25 juin 2025	Morgan BERGER
Tourisme et valorisation du fleuve et des rivières	TVFR-2	Présentation du rapport annuel 2024 du service public de gestion et d'exploitation du port de plaisance communautaire de Cognac	Yannick LAURENT

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Le président ouvre la séance.

Il énumère la liste des pouvoirs, des suppléants et des excusés.

Il constate que le quorum est atteint.

Il est procédé à la désignation du secrétaire de séance, **Madame Carmen BERNARD**, par vote à main levée, à l'unanimité, par :

Voix Pour : 65

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président soumet à l'approbation du conseil communautaire les procès-verbaux des conseils du 7 octobre 2025 et du 6 novembre 2025.

En l'absence de question ou de remarque :

Le procès-verbal du conseil communautaire du 7 octobre 2025 est adopté à l'unanimité par 65 voix Pour.

Le procès-verbal du conseil communautaire du 6 novembre 2025 est adopté à l'unanimité par 65 voix Pour.

Le président donne lecture des rapports non présentés en indiquant au conseil qu'il est possible de demander de les sortir de cette liste afin de les évoquer plus en détails et de poser toutes questions qui seront jugées nécessaires.

RAPPORTS NON PRESENTES

AFFAIRES GÉNÉRALES ET ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES

11. Renouvellement du règlement de fonds de concours tenant lieu de dotation de solidarité d'investissement 2026-2028

Depuis sa création, l'Agglomération attribue chaque année à l'ensemble des communes membres une dotation de solidarité. Cette dernière, répartie à parts égales sur la base de la population, du potentiel financier, du revenu par habitant et de l'effort fiscal se monte à 3 388 862 €.

Elle est restée stable depuis 2020.

En 2022, l'Agglomération faisant face à des contraintes financières, de nouvelles modalités de versement ont été introduites afin de préserver le montant de l'enveloppe.

Depuis 2023, la Dotation de solidarité communautaire est donc versée pour moitié sous la forme d'une part socle en fonctionnement pour l'autre moitié sous la forme et d'un fonds de concours d'investissement.

Le règlement du fonds de concours précédent prévoyait un dispositif d'une durée de 3 ans, de 2023 à 2025. Dans un contexte de fortes tensions financières, Grand Cognac souhaite poursuivre son soutien aux communes. En outre, les conclusions des travaux ayant abouti au pacte financier et fiscal, proposent de maintenir ce dispositif.

Il est proposé de renouveler le règlement régissant le versement du fonds de concours tenant lieu de dotation de solidarité d'investissement, pour trois ans.

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Gensac-La-Pallue sollicite le versement d'un fonds de concours pour des travaux de voirie d'un montant de 34 167 euros.

Il est proposé d'attribuer le fonds de concours demandé.

Le président indique que c'est une bonne nouvelle pour les communes, le format précédant des DSC étant renouvelé.

12. Clôture du Budget Annexe Zone Nercillac

L'opération d'aménagement de la zone d'activité économique communautaire située sur la commune de Nercillac imputée au budget annexe dénommé Zone Nercillac, portant le numéro 50015 est abandonnée en raison des contraintes environnementales du site. Il est donc proposé de clôturer le budget annexe n°50015 et de procéder à toutes les écritures comptables et budgétaires nécessaires à la clôture.

13. Bilan 2025 des autorisations d'engagement

En 2025, six opérations sont gérées en Autorisations d'engagement et crédits de paiement (AECPC) sur les budgets principal et annexe Zone du Pont Neuf à Salles d'Angles. Chaque année, il doit être présenté un bilan de la gestion pluriannuelle des charges faisant état de la consommation des crédits de paiements de l'année en cours.

14. Bilan 2025 des autorisations de programme

En 2025, 58 opérations sont gérées en Autorisations de programme et crédits de paiement (APCP) sur les budgets principal et annexes (bâtiments économiques, pôle médical, transports, eau potable, assainissement collectif et déchets). Chaque année, il doit être présenté un bilan de la gestion pluriannuelle des investissements faisant état de la consommation des crédits de paiements de l'année en cours.

15. Contribution des Budgets Annexes aux fonctions support pour 2026

Afin d'assurer une meilleure lisibilité de ses politiques publiques, Grand Cognac a décidé la mise en place d'une contribution des budgets annexes au coût des fonctions support liées à leurs activités mais intégralement supportées par le budget principal.

Une méthode d'évaluation a été arrêtée, basée sur le coût réel de l'activité des services support en N-1. Il est proposé d'appliquer cette méthode de calcul et d'arrêter le coût des fonctions supports pour 2026 au montant total de 714 614 euros.

16. Fonds de concours à la commune de Bonneuil – Au titre de la DSC d'investissement

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Bonneuil sollicite le versement d'un fonds de concours pour l'installation de caméras de vidéoprotection et pour la réfection d'un pont d'un montant de 6 223 euros. Il est proposé d'attribuer le fonds de concours demandé.

17. Fonds de concours à la commune de Châteaubernard – Au titre de la DSC d'investissement

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Châteaubernard sollicite le versement d'un fonds de concours pour mener des travaux d'aménagement de la restauration scolaire (école La combe des dames) et de rénovation thermique (école Jules Vallès) d'un montant de 157 798 euros.

Il est proposé d'attribuer le fonds de concours demandé.

18. Fonds de concours à la commune de Criteuil-la-Magdeleine – Au titre de la DSC d'investissement

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Criteuil-la-Magdeleine sollicite le versement d'un fonds de concours pour mener des travaux de toiture et d'électricité aux ateliers techniques, ainsi que des travaux d'assainissement sur un logement, d'un montant de 19 428 euros.

Il est proposé d'attribuer le fonds de concours demandé.

19. Fonds de concours à la commune de Fleurac – Au titre de la DSC d'investissement

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Fleurac sollicite le versement d'un fonds de concours pour l'extension du parking de la salle des fêtes.

Il est proposé d'approuver la demande de versement d'un montant de 6 414 euros.

20. Fonds de concours à la commune de Saint-Simon – Au titre de la DSC d'investissement

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Saint-Simon sollicite le versement d'un fonds de concours pour des travaux de voirie ainsi que la création d'une halte fluviale.

Il est proposé d'approuver la demande de versement d'un montant de 6 035 euros.

21. Fonds de concours à la commune de Sainte-Sévère – Au titre de la DSC d'investissement

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Sainte-Sévère sollicite le versement d'un fonds de concours pour mener des travaux de voirie d'un montant de 13 181 euros.

Il est proposé d'attribuer le fonds de concours demandé.

22. Fonds de concours à la commune de Verrières- Au titre de la DSC d'investissement

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Verrières sollicite le versement d'un fonds de concours pour mener des travaux dans l'école, à la mairie, dans la salle socio-culturelle ainsi qu'au presbytère d'un montant de 25 171 euros.

Il est proposé d'attribuer le fonds de concours demandé.

23. Fonds de concours à la commune de Saint Brice- Au titre de la DSC d'investissement

Dans le cadre de la répartition de la Dotation de solidarité communautaire pour 50% en fonctionnement et 50% en investissement, la commune de Saint-Brice sollicite le versement d'un fonds de concours pour des travaux de voirie de 22 206 euros.

Il est proposé d'attribuer le fonds de concours demandé.

24. Fusion des budgets annexes de zones d'Activités Économiques

À sa création au 1^{er} janvier 2017, Grand Cognac a assuré la continuité de la structure budgétaire des quatre communautés de communes regroupées, composées de 15 budgets annexes de zones d'activités économiques.

Afin de simplifier la présentation comptable et budgétaire de ses activités économiques pour l'ensemble de son territoire.

Il est proposé de fusionner leurs écritures et de clôturer ces budgets annexes.

Le président précise que c'est un projet qui devait être mené depuis longtemps mais qui est assez complexe comptablement et qu'enfin il va être finalisé.

25. Subvention d'équilibre et avance remboursable du Budget Principal au Budget Annexe Pôle Médical

Grand Cognac a réalisé un projet de maison de santé sur la commune de Val de Cognac pour un coût net de 518 000 euros après déduction des subventions et du Fonds de compensation de la TVA. Si ce reste à charge était intégralement financé par un emprunt, les loyers demandés aux praticiens pour équilibrer l'opération seraient trop élevés.

Il est donc proposé de verser une avance remboursable depuis le budget principal d'un montant de 143 184 euros permettant de limiter le montant de l'emprunt à 375 000 euros, dont les annuités pourront être compensées par des loyers d'un montant cohérent avec les pratiques du secteur.

En outre, il est proposé de faire supporter la vacance de certains locaux de la maison de santé de Segonzac au budget principal également, en versant une subvention d'équilibre à hauteur de 41 728 euros au titre de 2025.

Le président demande s'il y a des questions ou des remarques. À défaut, il poursuit la lecture des rapports non présentés.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET MOBILITÉS

2. Pôle d'échanges multimodal de la gare de Jarnac à Mainxe-Gondeville – Éclairage public – Attribution d'un fonds de concours au SGE 16

Grand Cognac souhaite effectuer divers travaux relatifs au réseau d'éclairage public, dans le cadre du projet d'aménagement du pôle d'échanges multimodal de la gare de Jarnac, pour lesquels il est proposé d'attribuer un fonds de concours au SDEG16 pour un montant total de 42 777,29 €.

DEVELOPPEMENT DURABLE, DECHETS, PLAN ALIMENTAIRE TERRITORIAL ET DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

1. Tarification des apports de déchets professionnels en déchèterie

La collectivité procède chaque année au réexamen des tarifs applicables aux dépôts effectués par les professionnels dans les déchèteries du territoire.

Il est proposé de reconduire pour l'année 2026 les tarifs applicables à l'exercice 2025 à l'exception des dépôts de gravats, de bois PMCB et de plaques de plâtre. En effet, ces trois types de dépôts ne font plus l'objet d'une tarification à la suite de l'application de la réglementation relative à la responsabilité du producteur – Réemploi objets et matériaux (REP PMCB) qui rend gratuite la reprise des déchets triés.

2. Collecte des déchets ménagers et assimilés tarifs 2026 de la redevance spéciale

Les communes et leurs groupements qui ont mis en place la taxe d'enlèvement des déchets ménagers peuvent instituer une redevance spéciale afin de financer la collecte et le traitement des déchets. Elle s'applique à l'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères, produits par les producteurs qui ne sont pas des ménages. La redevance spéciale est applicable à tous les producteurs de déchets (professionnels, collectivités, administrations, associations) et qui, par leurs caractéristiques et les quantités produites, peuvent être éliminés sans sujétions techniques particulières et sans risque pour les personnes ni pour l'environnement. La redevance spéciale représente un levier d'incitation à la réduction des déchets et établit une équité entre les différents usagers, ménages et hors ménages, en permettant de ne pas faire supporter aux ménages le coût d'élimination des déchets non ménagers collectés.

Elle est due dès lors que le producteur des déchets bénéficie du service de collecte, et ce, indépendamment de sa situation au regard de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Elle est calculée en fonction de l'importance du service rendu, notamment de la quantité des déchets générés.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, ESS

2. Dispositif « Soutien aux stratégies commerciales : participation à des salons, manifestations, événements professionnels »

Face au ralentissement important des activités économiques de la filière cognac-spiritueux il est proposé d'accompagner les sous-traitants de la filière, implantés sur territoire de Grand Cognac à travers un dispositif visant à soutenir leur présence sur des salons, manifestations, événement professionnels en France ou à l'étranger afin de renforcer leur visibilité sur les marchés nationaux et internationaux et de contribuer au renforcement d'une filière essentielle pour l'économie du territoire.

GRAND ET PETIT CYCLE DE L'EAU

7. Convention de rétrocession d'ouvrages d'Eau potable, d'assainissement et de pluvial – Les Métairies – La Tenaie 1 route de Luchac

La commune des Métairies, crée un lotissement communal de 10 lots et souhaite conserver la voirie qu'elle aménagera et transférer les équipements d'eau potable, d'assainissement et de pluvial qu'elle réalisera à Grand Cognac. Il est proposé de signer une convention avec la commune des Métairies, aménageur du lotissement, afin de définir les modalités de la construction et de la rétrocession desdits ouvrages.

8. Conventions de contribution à l'animation des contrats de territoire « Re-Sources » 2025-2030 sur les aires d'alimentation des captages (AAC) « Prioritaires » au titre du Grenelle

Grand Cognac s'engage, dans le cadre des contrats territoriaux Re-Sources 2025-2030, à mettre en œuvre des actions pour réduire les pollutions diffuses sur les captages prioritaires de la Touche – Prairie Triac et de la Fosse Tidet. Ces actions reposent sur une animation locale et une coordination départementale, assurées par Charente Eaux, afin de mobiliser les acteurs, garantir la cohérence et mutualiser les moyens. Afin de mener à bien ces programmes, il est nécessaire de contractualiser avec Charente Eaux pour l'animation via deux conventions (animation locale et coordination technique).

ACTION CŒUR DE VILLE, HABITAT, POLITIQUE DE LA VILLE ET PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

2. Soutien à l'amélioration du parc de logements privés – Attribution de subventions d'investissement dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'Habitat renouvellement Urbain (OPAH-RU)

Dans le cadre de son Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH-RU), Grand Cognac intervient avec l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et la société coopérative Procvivis, pour l'amélioration de l'habitat privé.

Les projets de propriétaires occupants sont soutenus sous condition de ressources et visent à lutter contre la précarité énergétique, permettre l'adaptation au handicap et / ou le maintien à domicile. Parallèlement, les aides aux propriétaires bailleurs ont pour objectif de favoriser la production de logements à loyers maîtrisés et favoriser la réhabilitation de logements vacants. Le montant total des subventions d'investissement proposé s'établit à 1 546,97€ pour trois dossiers dans ce cadre.

3. Soutien à l'amélioration du parc de logements privés – Attribution de subventions d'investissement dans le cadre du programme d'intérêt général (PIG)

Dans le cadre de son Programme d'Intérêt Général (PIG), Grand Cognac intervient avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et la société coopérative Procvivis, pour l'amélioration de l'habitat privé. Les projets de propriétaires occupants sont soutenus sous condition de ressources et visent à lutter contre la précarité énergétique, permettre l'adaptation au handicap et / ou le maintien à domicile. Parallèlement, les aides aux propriétaires bailleurs ont pour objectif de favoriser la production de logements à loyers maîtrisés et favoriser la réhabilitation de logements vacants. Le montant total des subventions d'investissement proposé dans ce cadre s'établit à 24 457,98 € pour dix dossiers.

4. Construction de 24 logements locatifs sociaux Rue du Dolmen à Châteaubernard – Garantie d'emprunt à Noalis – Abroge et remplace la délibération D2025_262 du 25 juin 2025

Le bailleur Noalis projette une opération de construction de 24 logements locatifs sociaux neufs rue du Dolmen sur la Commune de Châteaubernard, au lieu-dit Le Fougat. Le programme comprend 10 PLAI, 9 PLUS et 5 PLS.

Le conseil a accordé une garantie d'emprunt pour ce projet par sa délibération D2025_262 du 25 Juin 2025. Néanmoins, en raison d'une erreur matérielle dans le calcul du montant de la garantie en principal, une nouvelle délibération est nécessaire. Noalis a contracté un prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réalisation de cette opération. Il est proposé d'apporter une garantie à hauteur de 80%, en complément de la commune de Châteaubernard, pour le remboursement du contrat de prêt d'un montant total de 3 685 337 € sollicité par Noalis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

TOURISME ET VALORISATION DU FLEUVE ET DES RIVIERES

2. Présentation du rapport annuel 2024 du Service Public de gestion et d'exploitation du port de plaisance communautaire de Cognac

Le rapport annuel de l'exploitant du service public du port de plaisance communautaire de Cognac, confié à la SARL Canalous Plaisance du 1er novembre 2022 au 31 octobre 2026, doit être mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le président demande s'il y a des questions ou des remarques sur les rapports.
Pas de question, ni remarque.

Il donne la parole à **Monsieur Claude GUINET**.

Monsieur Claude GUINET demande pourquoi l'EPCI ne se prononce pas sur la demande d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau à usage d'irrigation agricole de l'Organisme Unique de Gestion Collective Cogest'eau ?

Le président répond que c'est une question de délai et qu'il fallait se prononcer avant le 9 décembre or le conseil communautaire était fixé au 10 décembre.

Monsieur Claude GUINET dit que c'est assez confortable comme situation.

Le président lui répond que malheureusement ça tombait comme cela et que ce n'est pas voulu.

Il demande s'il y a d'autres questions. À défaut :

Le Président met au vote les rapports non présentés.

Les rapports sont adoptés à l'unanimité :

Voix Pour : 65

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le conseil est informé :

- Du relevé des décisions du bureau,
- Du relevé des décisions marché < 90 000 €

Le président poursuit l'ordre du jour relatif aux rapports présentés

RAPPORTS PRESENTES

Monsieur Laurent GEORGE, Madame Lydie BLANC, Monsieur Cédric DUPUY arrivent au Conseil.

Le président donne la parole à Monsieur Brice DEZEMERIE pour présenter le rapport suivant.

AFFAIRES GÉNÉRALES ET ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES

1. Acquisition de locaux situés 72 rue de Pons à Cognac

Monsieur Brice DEZEMERIE expose que dans le cadre de l'action sociale d'intérêt communautaire, Grand Cognac soutient les associations des Restos du cœur et de la Croix Rouge qui sont aujourd'hui confrontées à une demande grandissante.

Ces dernières sont actuellement hébergées dans des locaux anciens et inadaptés situés à Cognac, au 105 rue de la Pallue pour les restos du Cœur et au 39, rue Marguerite de Navarre pour la Croix-Rouge. Grand Cognac souhaite acquérir pour l'euro symbolique auprès de la ville de Cognac des locaux situés au 72 rue de Pons, d'une surface de bureaux de 600m², pour les rénover et y accueillir ces deux associations.

Il précise que ce projet est mené en concertation avec les associations et qu'il convient de savoir s'il est possible qu'elles puissent mutualiser leurs besoins sachant qu'elles resteraient bien évidemment chacune de leur côté dans leurs actions. L'intérêt est de pouvoir avoir un regroupement d'associations sur ce même bâtiment. Le travail est en cours, les surfaces à produire sont en cours d'étude, il y aura besoin de quelques rénovations mais dans l'ensemble, les deux associations trouvent largement leur compte de venir rejoindre ce bâtiment, sachant que pour les deux associations aujourd'hui, la Croix-Rouge, comme les Restos du Cœur il est impérativement nécessaire de les reloger. Le bâtiment actuellement occupé par les Restos du Cœur est très vétuste et il était urgent de trouver une solution.

Le montage est simple, aujourd'hui, la ville de Cognac, qui est propriétaire du bâtiment, peut nous le rétrocéder pour une valeur de l'euro symbolique, et le bâtiment de la Pallue, où se situe aujourd'hui les Restos du Cœur sera mis en vente par la ville de Cognac qui rétrocèdera à Grand Cognac pour une valeur maximale de 80 000 € sur le prix de cette vente.

Le président rappelle que dans l'évolution des compétences de Grand Cognac, il a été fait le choix de prendre en charge l'hébergement des associations caritatives. C'est le cas à Jarnac où l'Agglomération dispose d'un bâtiment dédié à cette fin et qui date de l'époque de la communauté de communes de Jarnac. À Châteauneuf, un partenariat existe avec la commune. Avec ce pôle sur Cognac l'ensemble des besoins aura été couvert.

Il demande s'il y a des questions ou des remarques et il donne la parole à Monsieur Christian MEUNIER.

Monsieur Christian MEUNIER dit qu'il souhaite sur ce sujet s'adresser au Maire de Cognac et fait état des interrogations que se posent le club de Bridge, qui était logé dans les locaux jusqu'à présent, au 72 route Pons. Son président et l'ensemble des membres du Club veulent savoir, une fois les locaux transférés à l'Agglomération, la solution qui sera trouvée.

Monsieur Morgan BERGER, maire de Cognac, répond qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir, comme il a pu déjà le préciser à plusieurs reprises. Il ne s'agit pas du bâtiment concerné et quoi qu'il en soit différentes pistes existent pour reloger l'association.

Le président indique qu'effectivement il y a du temps devant nous.

À défaut d'autres questions et remarques,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 71

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président reprend la parole pour présenter le rapport suivant :

2. Création d'un Budget annexe Photovoltaïque

Grand Cognac souhaite s'engager dans la réduction des consommations d'énergie finale en déployant l'énergie solaire sur son patrimoine. Pour répondre à cet objectif, une étude de potentialité a été confiée au Centre régional des énergies renouvelables (CRER). La stratégie et le calendrier de déploiement sont en cours d'élaboration. Il en ressort qu'il est nécessaire de créer un budget annexe dédié, afin de rassembler l'ensemble des dépenses et recettes inhérentes à cette activité. Il est proposé de créer un budget annexe dédié constitué en Service public à caractère industriel et commercial.

Il indique que ce sujet est relatif au plan de déploiement qui va être mis en place sur le photovoltaïque. Sont en place quelques panneaux, mais il convient d'essayer d'aller beaucoup plus loin parce qu'il existe un vrai besoin. S'agissant « d'un service marchand » la création d'un budget annexe spécifique est obligatoire et c'est donc l'objet de la délibération soumise.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 71

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Christian JOBIT et Monsieur Eric LIAUD arrivent au Conseil.

3. Décision Budgétaire Modificative N°3

Le président rappelle qu'en cours d'exercice, des ajustements de crédits peuvent être soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante, par Décision budgétaire modificative (DM).

L'exécution du budget principal fait apparaître des besoins d'ajustements des dépenses de fonctionnement à hauteur de 245 000 €. Tout mouvement de crédit sur les autorisations budgétaires initiales (budget primitif et budget supplémentaire) est obligatoirement conforme au principe d'équilibre budgétaire. La liste de ces mouvements est annexée.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 73

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Madame Séverine CAILLÉ arrive au conseil.

4. Rapport sur les orientations Budgétaire 2026

Dans les EPCI dont une commune compte 3 500 habitants et plus, le président présente au conseil communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le rapport présente, en outre, la structure de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Ce rapport fait l'objet d'un débat.

Le président indique qu'il s'agit là d'un point important de la séance. Il précise que les élus ont reçu le rapport avec la convocation et qu'un diaporama reprenant les points du rapport va être projeté. Il demande à chaque vice-président d'être rapide sur leur présentation afin de pouvoir privilégier le temps d'échange qui va avoir lieu à l'issue de cette présentation.

Il commente en premier lieu la présentation de l'évolution global des produits du budget principal sur 2020 à 2024 laissant apparaître l'augmentation des dépenses de fonctionnement et des recettes qui passent de 51 à 58 millions d'euros, avec une ventilation entre les produits de service qui ont bien augmenté en raison notamment des places supplémentaires créées en centres de loisirs et crèches, mais également des records de fréquentation de l'X'EAU.

Figurent en bleu les dotations et participations qui sont plutôt stables, et la fiscalité également qui croît légèrement mais de façon peu dynamique, finalement.

Ce qu'il convient de mettre en évidence concernant la répartition des recettes, c'est que maintenant la plupart d'entre elles ne peuvent plus être maîtrisées. Avant l'Agglomération disposait, par exemple de la CVAE, qui était liée à l'activité économique, d'une part sur la taxe d'habitation, une part sur la taxe foncière, et que les taux pouvaient donc être modulés par l'Agglomération. Aujourd'hui, ces différents impôts ont été remplacés par des fractions de TVA nationales, ce qui fait qu'en 2024, la part "maîtrisée" est de 31% quand elle était à plus de 70% en 2020.

Sur les dépenses, elles évoluent à la mesure des prises de compétences et de l'élargissement des services proposés. Les différentes ventilations font apparaître l'évolution de la masse salariale avec les prises de compétences, des charges courantes, des charges de gestion. Il rappelle aussi les augmentations du point d'indice, des cotisations à la CNRACL, les contributions au redressement des comptes publics, et toutes les charges qui pèsent sur l'Agglomération au titre de l'augmentation du prix de l'énergie, ce que connaissent également les communes du territoire.

S'agissant de la répartition des dépenses de fonctionnement figurant en orange sur le document présenté, il précise qu'il est important de regarder les attributions de compensation, c'est-à-dire ce qui est reversé aux communes, la dotation de solidarité communautaire (reversée aux communes), la prise en charge du FPIC communal et l'offre de services. Ainsi 68% des dépenses de fonctionnement de l'Agglomération sont véritablement celles de l'Agglomération, les 32% qui restent sont des sommes redonnées aux communes.

Concernant les charges de personnel, leur évolution s'explique notamment par les prises de compétences, les augmentations de places en ALSH par exemple. Il rappelle à ce sujet qu'il y a 150 places de plus en centre de loisirs depuis 2020, avec un impact financier non négligeable. Il est important aussi de prendre en compte que de plus en plus de postes sont liés à des financements de l'État, ce qu'il n'y avait pas en début de mandat. Il y a des financements au titre du développement durable, notamment pour le contrat d'objectif territorial, les postes de France Services, pris en charge partiellement par l'État; les conseillères numériques, l'animatrice Petite Ville de Demain, l'animateur Action Cœur de Ville, la coordination Enfance Jeunesse avec 4 postes pris en charge à 80% par la CAF. Sont également à prendre en considération les remboursements de frais de personnel qui sont liés aux mises à disposition des communes, c'est tout le personnel qui est partagé, centres de loisirs ou garderies, cantines des écoles. Cela correspond à un million et demi de remboursements. Il y a aussi le remboursement des fonctions support aux budgets annexes, ou encore la facturation au Rouillacais pour l'instruction des droits des sols.

Il conclut sur ce point en indiquant qu'aujourd'hui, l'Agglomération comprend 559 postes permanents pourvus.

Poursuivant sur les dépenses d'investissement, le **président** précise que Grand Cognac est une agglomération qui investit. C'est l'objectif que se sont fixés les élus en début de mandat. 74 millions ont été investis au cours des 5 dernières années. Grand Cognac est de loin un des principaux investisseurs du territoire, pour ne pas dire le premier. Il concède qu'il s'agit d'un effort important car - en comparaison à la moyenne des intercommunalités de France - Grand Cognac est supérieur de 70%. Ces investissements sont possibles grâce à la maîtrise des dépenses de fonctionnement et il est toujours important, même si cela est difficile, d'établir le bon équilibre. Grand Cognac investit en moyenne 155 € par habitant alors que la moyenne nationale est à 96 € par habitant.

Concernant les Autorisations de Programmes (AP) c'est-à-dire les projets engagés, il indique qu'ils représentent autour de 128 millions d'euros.

Il fait savoir que les indicateurs montrent une épargne de gestion de 8 millions d'euros en 2020 une épargne de gestion de 8 millions en 2024. Il revient sur la difficulté rencontrée en 2022, qui a conduit l'Agglomération à devoir réformer la DSC et à passer cette dernière à 50% en investissement et 50% en fonctionnement, avec une épargne nette qui est passée de 7,3 millions d'euros à 5,6 millions d'euros. Il précise que cette situation est logique avec les investissements qui ont été réalisés et les emprunts qui y sont corrélés. Il ajoute que les ratios présentés sont tout à fait satisfaisants, puisque le taux d'épargne brute est à 16,67% et qu'il convient d'être inquiet lorsque ce dernier se trouve en dessous de 8%. Quant à la capacité de désendettement, elle est à 2,9 années alors qu'il convient d'être inquiet quand on est au-dessus de 12 années.

S'agissant de la dette, le budget principal porte à peu près la moitié de la dette, ce qui est logique, et le budget assainissement collectif (un budget annexe spécifique), lui porte quand même un tiers de la dette. Ceci correspond au fruit de tous les investissements qui ont été réalisés par les syndicats d'eau et d'assainissement, ou par les communes qui géraient en direct la compétence assainissement, avant qu'elle ne soit transférée à l'Agglomération. Il précise que la dette consolidée, l'encours qui figure en bleu sur le document, a augmenté de 44 à 53 millions d'euros sur la période. Pour comparer, le taux d'endettement moyen des communautés d'agglomération met en évidence que celui de Grand Cognac, autour de 48%, représente quasiment moitié moins que celui de la moyenne des intercommunalités de France.

Il ajoute qu'en se projetant à 2030, si aucune mesure n'est prise, l'épargne nette, qui figure en pointillé vert sur le document, irait jusqu'à zéro. Il précise qu'un tel exercice théorique de projection n'est pas pertinent car celui-ci consiste à additionner plusieurs éléments, comme si on allait dépenser sans se soucier de l'argent disponible. Alors qu'évidemment, tous les ans, les budgets sont ajustés et préparés sur les actions possibles dans l'année- au regard des différents financements. Toujours est-il que l'objectif est de maintenir une capacité de désendettement cible en dessous de 8 années.

S'agissant du capital restant dû en 2025-2026, il est identique à celui attendu. Si aucune mesure n'est prise en 2027 et 2028 il serait inférieur à celui fixé comme objectif, et la situation dériverait. Il rassure donc l'assemblée sur le fait que tout sera mis en œuvre pour atteindre les objectifs fixés par l'Agglomération.

Il indique que la lettre de cadrage qui est donnée aux directions et aux vice-présidents pour construire le budget va dans le sens d'un gel des dépenses au niveau du budget réalisé en 2025, ce qui n'est pas simple. Il précise qu'au niveau des charges de personnel, il y a un gel des créations de postes, pour limiter les charges de personnel au Glissement Vieillesse Technicité (GVT) et pour tenir compte de l'augmentation de certaines contributions (participation employeur de la santé des agents, CNRACL) attendues en 2026.

Il ajoute que la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) est maintenue pour les trois années à venir en investissement. Pour la partie fonctionnement, la situation sera examinée année après année, avec toujours pour cible de rester à 50-50. Il y aura aussi un statut quo sur le volume des subventions versées aux associations et une limitation des contributions obligatoires aux besoins réels. Ce dernier point concerne notamment le SDIS dont la contribution va être gelée en 2026. Il n'y aura donc pas d'augmentation de cette contribution, contrairement à ce qui a été fait pendant les trois dernières années.

En investissement, le besoin de financement sera limité à 8,5 millions et le **président** indique que ces derniers vont être étalés et adaptés pour rester là encore dans la cible fixée. Tous ces éléments figureront dans le budget qui sera proposé en février 2026.

Sur les budgets annexes, il souhaite revenir brièvement sur les points suivants, en précisant qu'ils seront évoqués par la suite :

- Sur le budget « Eau et assainissement », la commission a travaillé avec un plan pluriannuel d'investissement qui est corrélé aux recettes prévisionnelles,
- Sur le budget « Bâtiments économiques », il y a plusieurs enjeux car sur l'ensemble des bâtiments économiques, hôtels d'entreprises et pépinières, il existe une baisse des recettes, nombre de petites entreprises ayant fermé. Compte tenu de la situation économique très difficile, l'impact de cette dernière se fait sentir sur 2026 avec la baisse des loyers perçus. L'impact se fait également sentir sur le pôle économie formation, avec les loyers qui vont venir, mais avec encore un budget complexe à établir.
- Sur le budget « pôle médical », celui-ci n'est pas à l'équilibre, mais la contribution de l'Agglomération reste modeste.
- Sur le budget « transport », il faudra rester vigilant car il est soumis aux recettes du versement mobilité, qui est le même et qui dépend des entreprises et du nombre de salariés, donc de la situation économique.
- Sur le budget « déchets », il n'y aura pas d'augmentation de la taxe des ordures ménagères pour 2026 et si possible d'essayer de faire mieux pour 2027.
- Sur le budget « GEMAPI », il a été demandé aux syndicats d'eau de ne plus augmenter leur demande de contribution auprès de l'Agglomération et de les geler car ils avaient pris l'habitude chaque année de les faire évoluer à la hausse.

Cette présentation étant terminée, le **président** demande s'il y a des questions ou de remarques.

Il donne la parole à **Monsieur Jérôme ROYER** qui s'interroge sur les fonctions aidées de l'État, notamment France Services, les conseillers numériques, Petite Ville de Demain. Quels montants d'aides représentent-elles et ont-elles vocation à se poursuivre ?

Le président indique qu'à l'heure actuelle le projet de loi de finances n'est pas voté mais que pour Action Cœur de Ville, Petite Ville de Demain et Espaces France Services (50 000 € par Espace), les aides devraient bien être reconduites en 2026. En revanche, concernant les conseillers numériques, le dispositif s'arrête au 30 août prochain.

Peut-être une bonne nouvelle concernant les espaces France Santé avec vraisemblablement des recettes à venir si le projet de loi de finances de sécurité sociale est voté.

Il précise que la somme cumulée de toutes ces aides est d'un montant total de 550 000 € et qu'il est possible d'estimer qu'elles seront reconduites sur 2026 sauf concernant les conseillers numériques mais qu'il y aura, de ce fait, deux postes en moins. La visibilité reste cependant incertaine et il faut savoir anticiper les mauvaises nouvelles. Elles concernent principalement les agents avec la question du passage en CDI quand la limite des 6 ans est atteinte et pour les conseillers numériques, en l'occurrence, ces deux personnes se sont beaucoup investies. Il serait dommage de les perdre, et il convient d'être à l'affût de postes vacants à l'Agglomération ou en proximité.

Il ajoute que pour les dispositifs Action Cœur de Ville et Petite Ville de Demain, il s'agit d'un cofinancement tripartite État, Agglomération et les communes concernées.

Pour l'examen de chaque budget annexe, **le président** donne en premier la parole à **Monsieur Morgan BERGER**.

Monsieur Morgan BERGER détaille le budget Habitat indiquant qu'il y aura toujours un programme d'actions et de soutien aux opérations des bailleurs conventionnés, avec une enveloppe dédiée de 500 000 euros pour les deux appels à projets suivants :

- La création de nouveaux logements conventionnés, l'amélioration thermique et l'accessibilité des logements conventionnés.
- Le soutien à la création de logements locatifs communaux. Toutes les communes qui ont un patrimoine communal en déshérence, pourront proposer un projet avec la faculté de bénéficier d'une aide de l'Agglomération jusqu'à 30 000 euros par logement. Il y a eu des exemples réalisés récemment dans quelques communes.

Le soutien à l'amélioration de l'habitat privé est maintenu, avec une somme de 500 000 euros.

Il est également prévu de continuer le soutien avec l'ensemble des partenaires. À ce titre **Monsieur Morgan BERGER** fait savoir qu'il est prévu une enveloppe de 100 000 euros pour soutenir les agences comme l'ADIL, le GIP Charente Solidarité, et Charente Habitat Jeune. Il cite aussi le CRER qui accompagne l'Agglomération, avec Grand Cognac Rénov', ainsi que la contribution au CAUE de la Charente.

Il précise qu'en 2026, le bilan de la politique locale de l'habitat sera présenté. En 2023, un bilan de mi-parcours avait été dressé. Cette fois-ci l'État demande un bilan du PLH de l'Agglomération afin de le reconduire sur les années à venir.

Il enchaîne sur les dispositifs « Action Cœur de Ville » et « Petite ville de Demain » bien menés sur l'année. Le dernier comité de pilotage a montré toute leur utilité. Il salue l'excellent travail de Loé Desvignes, l'animatrice du dispositif « Petite Ville de Demain », et Frédéric Bardoux, l'animateur « Action Cœur de Ville ». 118 actions ont été re-listées. Sur Cognac, 56 sont déjà réalisées, 28 sont en cours. À Jarnac, 60 actions sont prévues notamment le projet de la gendarmerie et les écoles, 24% sont réalisées, 62% sont en cours. À Châteauneuf, notamment la renaturation en centre-ville, 58 actions sont en cours, 24% ont été réalisées. Et à Segonzac, 50 actions sont prévues, 24% ont été réalisées et 62% sont en cours.

Le président demande s'il y a des questions sur cette politique. En l'absence de question, il donne la parole à **Madame Nicole ROY**.

Madame Nicole ROY expose que concernant la lecture publique, les réseaux des médiathèques et Libellus, le souhait reste toujours d'améliorer le service à la population et, notamment la qualité des fonds de chaque médiathèque.

Les travaux du pôle culturel, qui deviendra la Nouvelle lithographie, devraient démarrer au printemps 2026.

Concernant le Conservatoire, les partenariats sont toujours en croissance avec un maillage renforcé sur tout le territoire, du « hors les murs » de plus en plus, une fréquentation d'animation et un taux d'inscription en nette progression cette année. Une programmation culturelle qui est toujours enrichie.

Le soutien aux associations est préservé avec une enveloppe dédiée aux associations culturelles et une petite enveloppe pour la restauration du petit patrimoine qui est maintenu cette année. Le soutien aux communes de moins de 1 500 habitants se poursuit également pour leur permettre d'accueillir un concert des Eurochestreries ou une animation des Trois Coups de Jarnac. Cela reste un engagement fort en faveur du spectacle vivant.

Madame Nicole ROY ajoute que les musées ont une programmation dynamique jusqu'en 2031, avec notamment :

- le prêt d'une œuvre du musée d'Orsay, en mars 2026,
- l'organisation de l'exposition d'envergure qui a lieu tous les deux ans de juin à novembre, et qui sera consacrée à « Distiller le monde »,
- de nouvelles acquisitions d'œuvres dont une importante de Léopold BOILLY.

Au niveau de la vie scientifique, des ouvrages seront édités sur les colloques « Cognac et la Renaissance » du MUCEM et l'exposition sur François 1^{er}.

Pour la Micro-Folie, la programmation est très avancée. Elle a de plus en plus de succès et s'ouvre à d'autres publics. Ainsi, pour que tout le monde puisse en profiter, il est envisagé de l'implanter notamment dans les quartiers prioritaires.

Les équipements culturels vont nécessiter des mises aux normes climatiques pour pouvoir bénéficier du prêt d'œuvres, ainsi qu'en matière d'accessibilité.

Des animations seront proposées au Château de Bouteville et à la Porte Saint-Jacques pour diversifier l'offre et les publics. Des études et réflexions sont engagées sur d'autres sites comme la Motte Féodale de Merpins et la Chapelle de la rue Norville. Concernant les "Dinos" d'Angéac-Charente, rien de particulier d'acter pour l'année 2026.

Madame Nicole ROY poursuit en indiquant que les archives vont intégrer le pôle culturel avec pour objectif de constituer un fonds d'archives en lien avec les maisons de Cognac, qui sera à terme conservé et consultable au sein de ce futur pôle culturel. Il conviendra donc de proposer des actions de valorisation et de médiation de ces documents afin que ce pôle puisse devenir un centre de ressources matérielle et dématérialisée pour toute personne ou chercheur qui effectuera une recherche sur le produit cognac.

En investissement, elle souligne qu'il serait opportun d'acquérir pour ce service, un scanner patrimonial qui serait mutualisé avec d'autres services, dont les musées, le fonds ancien de la médiathèque et les services archives. L'objectif sera aussi de protéger les documents les plus fragiles et de développer des actions de médiation. Le budget est de 20 000 € et une subvention sera demandée via la DGD. En fonctionnement, une enveloppe de 2 000 € est aussi demandée pour organiser un séminaire sur les archives lors de la semaine nationale des archives.

Le président demande s'il y a des questions sur cette politique. En l'absence de question, il donne la parole à **Monsieur Philippe GESSE** sur le développement économique.

Monsieur Philippe GESSE indique que les objectifs sont d'accompagner et de faciliter et de soutenir les acteurs économiques. Accompagner le territoire face au ralentissement économique, en soutenant les acteurs de la chaîne de valeur « cognac et spiritueux », en déployant une stratégie de promotion du territoire en direction d'entreprises nationales ou internationales en recherche d'implantation. Les prévisions budgétaires sont de 80 000 euros.

Faciliter la création, le développement et l'accès à l'innovation pour les acteurs économiques locaux est une priorité. La volonté est de soutenir le développement et la création des petites entreprises du territoire, des secteurs du commerce, de l'artisanat et du service en créant des parcours dédiés et adaptés aux caractéristiques des porteurs de projets. L'accompagnement et le développement de projets à caractère innovant dispose d'un budget de 105 000 euros.

Soutenir les enjeux de transition au cœur des entreprises avec un nouveau cycle d'actions collectives destinées à engager des démarches de transition autour des enjeux déchets-matières, gestion de l'eau, émissions de CO2 pour un budget de 60 000 euros.

Soutenir les réseaux d'acteurs économiques contribuant à la structuration d'actions collectives dans les logiques de filière à hauteur de 70 000 euros.

Monsieur Philippe GESSE poursuit sur les projets d'aménagement économique du territoire.

Concernant la création et l'extension de 11 hectares de zones d'activité sur la commune de Gensac-la-Pallue, les coûts de la compensation environnementale et la reprise des études s'élève à 700 000 euros.

Les travaux de création de 6,5 hectares de zones d'activité sur la commune de Mérignac vont être lancés pour un montant de 1 000 000 €.

Il va être procédé à l'extension de 13 hectares de la zone du Pont-Neuf sur la commune de Salles d'Angles pour un montant de 150 000 euros.

Enfin, s'agissant de la mise en service du pôle économie formation, dénommé l'AGRAP, la poursuite et la finalisation des travaux de réhabilitation des 3 000 m² de la friche de l'ancien hôpital vont être menées pour une réception des travaux prévus en juin 2026, avec une mise en service du site prévue en septembre 2026. Le budget 2026 pour ce projet est de 3,5 millions d'euros de dépenses de travaux et 40 000 euros de dépenses de fonctionnement qui seront compensées par les recettes d'occupation.

Le président demande s'il y a des questions. En l'absence de question, il donne la parole à **Monsieur Bernard DUPONT**, pour le budget Eau et Assainissement.

Monsieur Bernard DUPONT commence par le sujet de l'eau potable. Il convient tout d'abord de protéger et d'améliorer la qualité de l'eau avec :

- la finalisation du traitement des métabolites de pesticides sur la station d'Angeac-Charente pour 1 850 000 €,
- la couverture des filtres de l'usine du lavoir à Cognac afin de renforcer la protection des ouvrages et d'améliorer la qualité de l'eau distribuée pour 500 000 €,
- préservation de la ressource en eau, avec la mise en œuvre des nouveaux programmes ressources pour la Fosse Tidet et la Touche de Jarnac, la prairie de Triac, pour la période 2025-2030 visant à réduire les pollutions diffuses et à promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de la ressource.

Il continue en indiquant qu'il y a lieu de procéder à la définition du cadre des futurs programmes de préservation des captages sensibles d'Angeac-Charente et de Merpins sur la période 2026-2031 et de poursuivre des investigations sur les PFAS afin d'identifier l'origine de ces polluants sur le secteur de Cognac et d'adapter les mesures correctives à prendre.

Afin de sécuriser la ressource en eau, il y aura lieu de réaliser :

- un forage de reconnaissance sur Merpins, pour 1 million d'euros,
- un test du forage de Mérienne sur Mainxe-Gondeville pour confirmer sa capacité à contribuer à l'alimentation en eau potable pour 50 000 euros,
- la poursuite du projet d'interconnexion des réseaux entre Jarnac et Segonzac pour 4 millions d'euros,
- la mise en place des dispositions nécessaires au maintien en bon état du patrimoine existant avec la rénovation des réservoirs de Jarnac afin d'assurer la sécurité sanitaire et la fiabilité des installations pour 521 000 euros,
- le renouvellement des réseaux, avec l'objectif de renouvellement de 1% du patrimoine par an, soit 15 km de canalisation, pour réduire les pertes en eau et améliorer la performance du réseau pour 2 millions et demi d'euros.

Il énumère les opérations principales de renouvellement des réseaux pour l'année 2026 :

- Finalisation du renouvellement du réseau d'eau potable sur différents secteurs de Cognac et de Boutiers, pour 4 millions d'euros sur le programme 2025-2026, financés à 50% par l'agence de l'eau Adour-Garonne.
- Renouvellement du réseau du secteur de Gâtéchien sur Javrezac pour 1 million d'euros.

Monsieur Bernard DUPONT poursuit sur le sujet de l'assainissement collectif. Les objectifs sont de protéger le milieu récepteur, avec :

- la finalisation des études préalables à la réhabilitation de la station d'épuration de Cognac pour 100 000 euros,
- l'extension de la station d'épuration de Genté pour 300 000 euros,
- la réhabilitation de la station d'épuration de Gensac-la-Pallue pour 800 000 euros,

Afin de maintenir le bon état du patrimoine, il est prévu la finalisation de la réhabilitation du réseau d'assainissement de Gensac-la-Pallue avec un financement à 70% par l'agence de l'eau Adour-Garonne pour 2 millions et demi d'euros.

Concernant l'assainissement non collectif, 1 500 diagnostics de bon fonctionnement des installations non collectives sont planifiés et l'actualisation de zonage d'assainissement doit être réalisé pour 50 000 euros. Une réflexion sera menée pour la mise en place d'un dispositif financier d'accompagnement des particuliers pour la réhabilitation des installations individuelles.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, **Monsieur Bernard DUPONT** précise que des travaux d'amélioration de la gestion des eaux pluviales seront entrepris sur le territoire de l'Agglomération, ainsi qu'une étude de gestion des eaux pluviales à l'échelle d'un bassin versant pour un coût prévu à hauteur de 500 000 euros.

Concernant la GEMAPI, la compétence est déléguée aux trois syndicats de bassins, bassin du Né, Symba et Sybra. Le montant des cotisations 2026 aux trois syndicats ainsi qu'à l'EPTB est de 365 501 euros.

Enfin la réalisation des diagnostics de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens doit être poursuivi sur le territoire à risque inondation Sainte-Cognac-Angoulême. Les prestations sont confiées à l'EPTB et au financement des travaux de prévention menés par les particuliers et les entreprises les plus exposées au risque.

À l'issue de cette présentation le **président** demande s'il y a des questions. À défaut il donne la parole à **Madame Dominique PETIT** pour la politique jeunesse.

Madame Dominique PETIT expose les quatre axes prioritaires validés par l'assemblée.

Le premier est d'intégrer la transition écologique dans tous les aspects de la politique enfance-jeunesse. Cela se traduira par la poursuite, cette année encore, des actions de mise en œuvre de labellisation écolo-crèche, la végétalisation des cours des crèches et des centres de loisirs, et l'utilisation, toujours croissante, de produits locaux et/ou bio pour les repas, quelle que soit la façon dont les repas sont produits, en interne ou en externe.

Le deuxième axe prioritaire est de favoriser la construction de projets et d'actions en partenariat avec les acteurs locaux (associations, institutions, communes). Dans ce cadre, il est prévu un renforcement de l'offre petite enfance à Châteauneuf-sur-Charente fin 2026, et de la crèche Gribouille (Cognac, quartier de Crouin) plutôt fin 2027. Pour Salle d'Angles, il n'y a pas encore de date car on en est encore aux études de programmation.

Concernant la prévention en santé mentale, elle indique que ce grand projet, réalisé avec les espaces jeunes, se poursuit. L'an dernier, il s'agissait surtout de former des animateurs référents et cette année, il s'agit de former des jeunes volontaires. C'est un très beau projet qui se conclura par la réalisation d'un film et des spots qui pourront être diffusés dans les collèges ou les lycées et dont elle espère qu'il sera possible de voir très prochainement.

Les parcours éducatifs connaîtront une innovation cette année avec la création de la radio « Busco ». **Madame Dominique PETIT** précise que, comme son nom l'indique, c'est une radio qui sera diffusée dans les bus scolaires. Elle est créée en partenariat avec la radio locale « Radio Zaïzaï » et avec les clubs radio des collèges ou des lycées. L'idée est vraiment d'être présent soit à la création, soit à la coordination de projets incluant plusieurs partenaires plus ou moins experts du sujet.

Enfin, dans le cadre de l'amélioration de l'espace laissé aux femmes dans la ville, aux femmes dans tous leurs états, l'Agglomération participera au dispositif « j'allaité ici ». Celui-ci est à l'initiative d'acteurs locaux et départementaux et auquel participeront également des commerces, des entreprises, etc. de Grand Cognac.

Ensuite, le troisième axe porte sur le renforcement de la relation avec l'usager. **Madame Dominique PETIT** estime que c'est un point très important qui concerne l'accueil et la qualité, et qui passera par l'étude de faisabilité d'un portail famille, qui pourra servir pour l'ensemble des services de l'Agglomération. Actuellement il n'existe qu'un portail enfance et il est souhaité que ce portail puisse servir pour toutes les interactions qui peuvent exister entre l'Agglomération et les usagers, avec un coffre-fort numérique. Il est souhaitable de toujours simplifier les démarches pour les familles avec notamment, à partir de janvier, les factures dématérialisées.

Pour aller dans le sens de la proximité, il est prévu :

- l'aménagement du local jeune dans le quartier politique de la ville de Cognac afin de rapprocher Grand Cognac de ses usagers,
- un soutien à la parentalité renforcé grâce à des temps partagés entre les familles et les professionnels de la petite enfance dans les lieux d'accueil enfants-parents, depuis la petite enfance jusqu'à l'adolescence, sous des formes et des formats différents.

Enfin, le quatrième axe prioritaire, mais non le moindre, est la mise en place d'un observatoire de l'enfance jeunesse. Cet observatoire est souhaité depuis longtemps et la CAF le demande également. **Madame Dominique PETIT** fait savoir que l'étude menée sur la parentalité a eu un grand succès puisque 15% des familles du territoire y ont répondu, ce qui est rare. La restitution est prévue dans le courant du mois de janvier et constituera la première étape pour la mise en place d'un observatoire sur le territoire, de manière à pouvoir répondre de façon la plus précise possible, aux besoins et aux attentes des familles.

Madame Dominique PETIT indique que l'enveloppe 2026 consacrée à la compétence enfants-jeunesse en fonctionnement est de 8,5 millions euros dont environ 4,5 millions compensés par les partenaires (CAF, MSA, DRAC) et par les recettes qui viennent des familles.

Le président demande s'il y a des questions. À défaut débat sur les orientations budgétaires se poursuit avec le rapport concernant la politique touristique.

Le président présente le premier point relatif aux villages de pierres et de vignes. Il indique que ces villages sont labellisés et que cette année, la commune de Lignières-Ambleville verra la création d'un parcours « Terra Aventura ».

Il indique que dans les quatre villages concernés, un programme d'animation viendra agrémenter la vie touristique et en faire des pôles d'attractivité, notamment par l'accompagnement des communes et des acteurs locaux, de façon plus générale.

Concernant le fleuve Charente, l'entente Val de Charente, qui regroupe Grand Angoulême, Grand Cognac, Sainte et Royan a plusieurs projets : La création et la commercialisation de micro-aventures, dispositif qui fonctionne bien au niveau touristique, et le lancement de la thèse de doctorat autour du patrimoine fluvial local grâce à une convention CIFRE.

S'agissant des investissements structurants, **le président** fait savoir que l'opération sur le site de Juac est maintenant lancée, pour 1 million d'euros dont 50% de subvention. Ce futur site vocation à permettre l'hébergement des clients de la Flow Vélo et des bateaux patrimoniaux qui appartiennent soit à l'association, soit au département.

Pour les carrières de Saint-Mêmes-les-Carières, les études se poursuivent. **Le président** précise que ce projet très complexe nécessite de prévoir une étude complémentaire sur la compatibilité du circuit de visite avec les enjeux environnementaux au sein de la carrière.

Il poursuit en indiquant que, dans le cadre de la politique touristique, doit être pris en considération le développement des équipements touristiques communautaires, tel que le bateau de La Demoiselle, les deux campings et les bases de loisirs. L'objectif de l'Office du tourisme est toujours la satisfaction clients, car ceux-ci sont les premiers ambassadeurs pour faire venir d'autres visiteurs. Cette année une expérimentation va avoir lieu sur Cognac avec l'intelligence artificielle avec pour objectif d'obtenir le label Destination d'Excellence pour l'Office de Tourisme, et le classement en catégorie 1.

Au sujet de l'accompagnement des communes et des porteurs de projets, la plateforme d'enregistrement d'hébergeurs, qui génère 350 000 euros de recettes de taxes de séjour, sera déployée.

Le Président fait aussi état d'un axe fort sur l'accompagnement à la création de circuits de visite en entreprises. L'objectif est de doubler le nombre de nuitées touristiques en apportant un soutien à une hôtellerie et une restauration qui souffrent du ralentissement économique.

Plusieurs autres stratégies sont mises en place avec :

- des campagnes digitales et des relations presse ciblées, comme les clientèles urbaines en quête de city break et d'aventures,
- une prospection commerciale renforcée grâce à une personne dédiée,
- pour la première fois, une participation à une dizaine de salons à vocation touristique en France, ce qui permettra au territoire d'exister dans tous ces salons.

Enfin, il indique que l'Agglomération contribue à l'oénotourisme avec le collectif « oeno des Charentes » et qu'il espère accueillir « Destination Vignoble » qui est un grand salon organisé par le Ministère du Tourisme qui a lieu tous les deux ans dans une zone viticole. Cela concerne 450 tours opérateurs du monde entier qui séjournent trois jours dans un territoire. Il souhaite particulièrement que ce salon se tienne à Cognac en octobre 2026, si la candidature de l'Agglomération est retenue.

A l'issue de cette présentation et sans question de la part de l'assemblée, le président donne la parole à **Monsieur Ludovic PASIERB**.

Pour commencer, concernant la Flow Vélo, **Monsieur Ludovic PASIERB** indique que plusieurs actions sont programmées :

- La poursuite du déploiement et des équipements services, avec un investissement prévu de 70 000 euros. Il s'agit d'étudier et d'implanter de nouvelles solutions multiservices, de continuer à installer des stations MODALIS éphémères durant la saison estivale, de mettre en place de nouveaux panneaux d'information aux voyageurs.
- La communication touristique sera renforcée. L'Agglomération participera au plan de communication collectif par la création d'un nouveau guide touristique papier dédié à la Flow Vélo dans l'esprit du guide du routard.
- Le développement de l'offre cyclable grâce à la création de trois nouvelles boucles touristiques rattachées à l'itinéraire principal. Ces boucles permettront de faire découvrir d'autres communes du territoire.

Pour la partie Natura 2000 et biodiversité, l'animation et le pilotage des deux sites Natura 2000 se poursuit. Pour rappel, la présidence a été reconduite jusqu'à la fin 2028. Le déploiement opérationnel de la stratégie locale pour la biodiversité pour la période de 2025-2027 continue. Elle est renforcée par la reconnaissance de territoires engagés par la nature par la région Nouvelle-Aquitaine. En 2025, le territoire a été retenu pour participer au premier relâché en faveur de la réintroduction du vifon d'Europe. Ce programme est prévu pour s'étendre sur les 10 prochaines années. Le budget d'un montant de 22 000 euros en 2026 servira à prendre en charge les sites, l'achat et l'entretien de matériel pour les actions en faveur de la biodiversité ainsi que les parcours éducatifs. Les financements Natura 2000 sont renouvelés pour la période 2026-2028 à hauteur de 35 000 euros par an. Le financement du poste de chargée de mission biodiversité par la FEDER est renouvelé pour trois ans, à hauteur de 16 600 euros par an.

Le président demande s'il y a des questions. À défaut, il donne la parole à **Madame Pascale BELLE** pour le développement durable.

Madame Dominique PETIT et **Monsieur Benoist RENAUD** quittent le Conseil.

Madame Pascale BELLE rappelle que, dans le développement durable, il y a le Plan Climat, Air, Énergie, Territoire (PCAET), les contrats d'objectifs territoriaux, le bilan carbone.

Concernant la structuration du contrat d'objectifs territorial et le déploiement du plan d'actions, elle indique que le cinquième comité de pilotage s'est réuni cet après-midi. Pour l'instant, on est plutôt en avance sur les résultats à atteindre pour obtenir des subventions. Le bilan carbone est intégré dans la stratégie climat 2025 en lien avec notre PCAET. Pour ces actions, le budget serait de 30 000 € afin de piloter le plan d'actions pour les journées éco-exemplaires, les parcours éducatifs, l'adhésion au CRER et à l'AREC.

Au niveau de l'économie circulaire, en 2025, à la suite de l'étude de préfiguration réalisée sur le territoire, la construction d'un plan d'actions avec des partenaires et des fêtes de réseaux a été élaboré. Pour le budget 2026, il est prévu 113 000 € pour déployer les actions, participer aux parcours éducatifs, et mettre en place la reconversion du bâtiment de réemploi (anciennement Calitorama), situé sur le site de la déchetterie de Châteaubernard, qu'il faudra renommer.

Au niveau du projet alimentaire territorial, **Madame Pascale BELLE** fait savoir que l'Agglomération a été labellisée niveau 2 en 2025. Le plan d'actions allant jusqu'en 2027 est renforcé, avec des priorités en matière de diversification agricole, circuit court, restauration collective. Il est prévu un budget de 98 000 € pour aider de nouveaux agriculteurs et éventuellement éleveurs à s'installer sur le territoire, ainsi que pour soutenir les salons de promotion des produits et des savoir-faire et pour l'accompagnement de la restauration collective.

Elle indique que le 13 janvier prochain, des ateliers sont programmés à destination des élus et des agents en responsabilité de la restauration collective dans les communes où ils travaillent. Elle précise que ces ateliers sont gratuits pour les communes mais payants pour Grand Cognac. Lors du dernier atelier, quatre communes étaient représentées alors que seulement 3 communes sont inscrites pour celui-ci. Elle demande donc aux élus de participer à cet atelier et de bien vouloir s'y inscrire en amont, afin d'échanger avec des collègues sur les sujets tels que les difficultés qu'ils rencontrent, les menus végétariens, ou encore les obligations diverses et variées.

Madame Pascale BELLE continue avec les parcours éducatifs, notamment les « paniers Choubidou ». Elle indique qu'un article paraîtra bientôt dans « Vert le Média » qui travaille en relation avec 60 millions de consommateurs. Un guide pour les associations sportives est en train d'être finalisé et l'Agglomération a travaillé avec le collectif « Mangeons Mieux » et trois associations sportives d'importance pour changer les pratiques de la petite restauration sur les manifestations sportives et aller vers quelque chose de plus durable et de meilleur pour la santé.

S'agissant des ateliers pour personnes âgées et du défi famille éco-gourmande pour les foyers précaires, ils seront renouvelés en 2026.

Au niveau de l'équipe Espaces verts qui a rejoint récemment le pôle développement durable, elle précise que celle-ci entretient environ 80 sites de Grand Cognac en régie. Pour les autres sites tenus via des marchés externalisés, l'accord cadre arrive à échéance fin 2025. Le bilan est très positif et montre la nécessité d'intégrer de nouveaux sites et de revoir les lots. En 2026, les nouveaux marchés seront lancés pour un montant de 200 000 € par an qui seront répartis en 11 lots dont 5 réservés aux secteurs adaptés et un lot spécifique qui portera sur l'élagage en multisites.

Au niveau de l'énergie renouvelable **Madame Pascale BELLE** indique que le réseau de chaleur de l'Agglomération est assez performant puisqu'il est à plus de 90% de biomasse sur l'énergie locale et renouvelable et qui est faible en carbone. En 2025, le schéma directeur du réseau de chaleur a permis notamment de pouvoir l'étendre à l'hôpital qui en était demandeur. Le choix des scénarios a été fait et il s'agit maintenant de préparer les nouveaux raccordements. En 2026, il est prévu une étude de faisabilité complémentaire pour analyser les conditions techniques, économiques et environnementales de raccordement de nouveaux sites.

Au niveau du photovoltaïque, une stratégie est lancée avec le CRER et la création d'un budget annexe spécifique. L'objectif à 5 ans est d'atteindre 2 400 kW installés avec 2 000 m² de panneaux sur une vingtaine de sites communautaires et de faire de l'autoconsommation collective une priorité.

Par exemple, l'électricité qui sera produite sur un site ou un bâtiment de l'Agglomération pourra bénéficier également aux communes.

En 2026, auront lieu les premières installations aux ateliers techniques à Châteaubernard, et au pôle destiné au nouveau dépôt de bus. L'investissement de 3,36 M€ HT est prévu sur 5 ans avec un retour sur investissement de 5 à 12 ans.

Au niveau des fluides, le budget 2026 est de 2 166 000 € (87% d'énergie et 13% d'eau) et intègre les nouveaux bâtiments qui seront mis en service en 2026.

Au niveau de la mobilité et des transports en commun, l'uniformisation des tarifs scolaires et urbains sur toute la marque Transcom a été mise en place en 2025. Une augmentation de la fréquentation des lignes urbaines de 7% a été observée, ce qui est très satisfaisant. La fusion des réseaux de transport urbain et scolaire va donc se poursuivre avec un renouvellement du marché des transports scolaires. Le budget de fonctionnement est à 1,7 million d'euros pour les lignes urbaines et à 1,8 million d'euros pour les lignes non urbaines. Le budget d'investissement, qui prend en charge le nouveau dépôt de bus, se situe autour d'1,4 million d'euros. Il est prévu l'achat de deux bus pour 900 000 € dont probablement un bus électrique. Il doit être procédé à divers aménagements du réseau, notamment les mises en accessibilité pour 300 000 €.

Concernant les recettes, le financement de la région s'élève à 1,53 M€ et correspond au transport des lycéens. Les usagers financent à hauteur de 300 000 € par an et pour le bus électrique, les CE à hauteur de 75 000 € et un versement mobilité de 2,35 M€.

Au niveau du plan global de déplacement, sur le budget principal, le déploiement du schéma cyclable est poursuivi à hauteur de 50 000 €, le service vélo MODALIS à hauteur de 43 000 € d'investissement et 90 000 € de fonctionnement puisque de nouveaux vélos sont achetés afin de mettre à disposition plus de stations. Sur le budget 2026 figure également l'aménagement multimodal de la gare de Jarnac (Mainxe-Gondeville), avec 675 000 € de dépenses et 311 000 € de recettes.

Madame Pascale BELLE poursuit sur la collecte des déchets en rappelant que l'Agglomération a repris la compétence collecte au 1er janvier 2025. L'Agglomération a intégré les 6 déchetteries et les 24 agents valoristes des déchetteries, les 7 agents chauffeurs-ripeurs pour les collectes en porte-à-porte et les collectes des points d'apport volontaires enterrés. Tous ces agents sont issus de Calitom.

La reprise était accompagnée d'une stabilisation de la Taxe des Ordures Ménagères (TEOM) dont les taux n'ont pas été augmentés. Pour 2026, l'enjeu est de moderniser et d'optimiser le service tout en visant une baisse du coût de collecte. Vu la vétusté des équipements transférés, notamment des bennes à ordures ménagères, il est envisagé d'investir dans une benne électrique. Les essais effectués sont concluants ; cela permettra le verdissement de la flotte.

Les déchetteries feront l'objet d'un plan de rénovation et d'installation d'un système de contrôle d'accès pour protéger les agents.

Une réflexion est menée sur la déchetterie de Cognac qu'il est absolument nécessaire de moderniser. Il n'est pas exclu la reconstruction sur un autre site. Une étude globale sur le fonctionnement du service sera proposée en vue d'établir une feuille de route pour le mandat 2026-2031. Et pour l'année 2026, il est envisagé de reconduire le fonctionnement de 2025, afin de poursuivre toutes les actions menées (accompagnement des communes à la réduction des déchets, déploiement du compostage de proximité, sensibilisation des agents, rappel des consignes de tri, mise en place de fonds de concours, accompagnement des manifestations, actions de prévention auprès des services de Grand Cognac).

Madame Pascale BELLE rappelle que le service Prévention des déchets accompagne les communes pour mettre en place de la prévention, assurer le déploiement du compostage de proximité sur le territoire, mettre en place une plateforme interne de compostage et accompagner les festivals et manifestations sportives. L'enveloppe consacrée à la politique des déchets est d'environ 13 millions d'euros intégralement financés par la TEOM.

Cette présentation étant terminée, le président demande s'il y a des questions.

En l'absence de question, il continue sur les projets de la voirie communautaire.

La 1^{ère} tranche des travaux de requalification de la rue de l'Anisserie, démarrera courant 2026.

Pour l'ouverture de la bretelle de la RN 141, évoquée au dernier conseil communautaire, il a bon espoir que cela puisse se faire. Vu le montant très important des travaux et cette voie étant de compétence étatique, une demande de subvention sera faite.

Une étude de trafic co-financée à trois tiers entre l'agglomération, Conseil départemental de la Charente et l'État sera mise en place sur la fluidification de la circulation des deux ronds-points de Crouin et de La Trèche, ceux-ci étant saturés un certain nombre d'heures dans la journée.

Une délibération sera prise pour participer aux études nécessaires à la mise à deux fois deux voies de la RN 141 à Hiersac-Malvieille.

Le Président continue sur les sujets patrimoine bâti et parc automobile.

Le programme de travaux, d'entretien et de grosses réparations, de notre patrimoine comprenant 130 bâtiments, continue de se dérouler. Un nouvel accord-cadre avec 11 lots pour l'entretien démarrera à partir de 2026.

Le plan de gestion du parc automobile sera affiné à partir de 2026, pour optimiser le taux d'usage des véhicules, leur partage ou leur affectation, et en verdissant la flotte automobile.

Les études nécessaires (travaux et demandes de subventions) pour le relogement des associations caritatives commenceront en 2026.

Le président demande s'il y a des questions. À défaut, il donne la parole à **Monsieur Annick-Franck MARTAUD** pour les gens du voyage.

Monsieur Annick-Franck MARTAUD remercie la ville de Cognac pour la possibilité de louer la prairie de La Faïencerie à Cognac permettant d'accueillir les gens du voyage une à trois fois par an au moment des grands passages.

Il évoque la réhabilitation de la maison du passage à niveau à Angeac-Charente, pour créer un local adapté aux gens du voyage.

Concernant la contribution au syndicat mixte, son montant de 100 000 euros n'a pas changé depuis trois ans.

Il informe que Grand Cognac participera à l'élaboration du nouveau schéma départemental d'accueil des gens du voyage en Charente, l'actuel arrivant à échéance en 2026.

Concernant Jarnac-Pyrénées, un état des lieux global et un diagnostic technique seront effectués. Il souligne que la fréquentation a été bonne. Les recettes seront en partie consacrées à l'équipement intérieur (achat de mobilier). Des travaux sont prévus (installation du Wi-Fi, réhabilitation des douches et des cuisines...), pour l'amélioration de l'accueil et la sécurisation du site.

Il ajoute qu'en 2025, les recettes se sont montées à 27 000 euros. Concernant les tarifs, ils seront augmentés en 2026 tout en restant très accessible.

Le président demande s'il y a des questions. Il donne la parole à **Monsieur Jérôme ROYER** qui évoque le nouveau schéma départemental d'accueil des gens du voyage. En effet, il souhaite tout d'abord savoir si les dispositions pour Cognac seront gardées ou s'il est possible de prendre une décision pour trouver un terrain (ou le laisser à Cognac), et ensuite, que faire des terrains achetés aux Mulons.

Le président répond que pour l'instant la révision du schéma n'est pas commencée. Il précise que les Mulons sont un héritage de la communauté de communes de Grand Cognac. Seules deux ou trois petites parcelles ont été acquises, représentant 2 à 3 % de l'ensemble des Mulons.

Le dispositif mis en place avec Cognac présente des avantages autant pour la ville que pour l'Agglomération. La proximité de la police municipale permet un premier contact avec l'association pour que cela se déroule bien, ce qui n'est pas forcément le cas en zone rurale où la gendarmerie a un secteur d'intervention beaucoup plus vaste. Il y a d'ailleurs rarement des soucis. Et cela apporte un loyer à la commune.

Monsieur Claude GUINET souhaite évoquer les difficultés de circulation sur l'avenue d'Angoulême à Cognac, avec des blocages journaliers entre les ronds-points de la Trâche et de l'X'EAU. Cela devient très problématique pour les engins prioritaires qui doivent accéder en urgence à l'hôpital. Y aurait-il une possibilité de créer une commission sur ce sujet au sein de Grand Cognac ?

Le président indique qu'effectivement, le constat est unanime. Il s'agit principalement des ralentissements au rond-point de la Trâche qui entraînent des remontées de files. L'étude de circulation entre les ronds-points de la Trâche et de Crouin évoquée plus haut, permettra de dégager des pistes d'aménagements connexes pour alléger et simplifier la circulation sur les voies arrivant de Châteaubernard, Saint-Brice, Segonzac.

Il comprend la position de Monsieur Claude GUINET et indique que l'étude au niveau du rond-point est la première chose à faire. Si une solution est trouvée pour fluidifier le passage du rond-point de la Trâche, cela aura un impact sur le reste du trafic. Il ajoute que l'ancien projet de construction d'un pont permettant de sortir et de rejoindre la partie ouest du territoire (Segonzac, Saint-Fort-sur-le-Né...) résoudrait une partie du problème mais le montant est d'environ 4 million d'euros.

Madame Christel GOMBAUD souhaite évoquer l'extrême dangerosité de l'avenue d'Angoulême pour les piétons qui l'empruntent, et rappelle qu'il y a déjà eu des morts. Elle note que cette étude est un début encourageant qu'il va falloir bien suivre.

Le président rappelle que cet axe routier n'est pas de compétence communautaire. Il est l'affaire de l'État, du département et des communes.

Madame Christel GOMBAUD répond que, sans critiquer l'État, les élus de proximité (communaux et intercommunaux) sont bien placés pour prendre des décisions car ce sont eux qui connaissent le mieux leur territoire.

Monsieur Annick-Franck MARTAUD souhaite revenir sur le sujet des gens du voyage. Il souligne que le syndicat a du personnel très compétent, que les dirigeants sont bénévoles et investis et que la présidente gère de son mieux. Il rappelle que le budget et les participations n'ont pas augmenté.

Monsieur Jean-Louis LEVESQUE rappelle que la commune de Châteauneuf accueille aussi, plus modestement, une cinquantaine de caravanes.

Le président ajoute qu'il y a aussi toutes les communes qui accueillent des espaces temporaires et permanents, ainsi que les terrains familiaux. Elles ne sont pas oubliées et il les remercie pour leur engagement.

Le président demande s'il y a des questions. À défaut, il donne la parole à **Monsieur Xavier TRIOULLIER** pour le Sport qui commence en rappelant que l'hippodrome de Jarnac et le complexe sportif de football de Jarnac sont devenus communautaires en 2025.

608 000 euros de travaux ont été réalisés chaque année pour la rénovation des différentes structures avec pour objectif de réduire la consommation énergétique.

En 2026, le plan gymnase sera mis en place, autour de quatre gymnases.

Concernant le soutien à la pratique sportive, il souligne que le club de football de Jarnac est le premier club de football de l'agglomération, autant au niveau sportif qu'au nombre d'adhérents à près de 430 licenciés dont 3 équipes féminines.

Pour 2026, les subventions seront maintenues au niveau de celles de 2025, pour à peu près 538 000 euros, dont 52 000 euros pour le financement des projets jeunes, correspondant à 25 euros par jeune licencié de moins de 18 ans.

Concernant le plan « Savoir Nager », chaque année ce sont près de 2 500 élèves bénéficiaires avec un taux de réussite de 80% en sixième. Le budget alloué à cette opération sera stable en 2026 avec deux emplois à temps plein (ETP) pour l'animation et 72 000 euros pour le transport. Il y a également toute la partie activités qui fonctionne très bien et qui rapporte environ 235 000 euros de recettes. Cela comprend 44 cours d'aquagym, 10 cours d'apprentissage de la natation (notamment les bébés-nageurs). Cela représente 25 000 personnes de fréquentation à l'X'EAU et cette année les recettes sont équivalentes à celles de l'année dernière. Le plafond d'environ 876 000 euros est atteint. Budgétairement, l'X'EAU est quasiment à l'équilibre (dépenses-recettes).

Concernant les projets structurants et de rénovation pour 2026, les travaux d'un terrain 3x3 au complexe omnisport des Vauzelles sont quasiment en phase de finalisation pour un montant de 60 000 euros. Le travail continue sur la construction de stands de tir sur la commune d'Ars avec un budget de 5,6 millions.

Concernant le plan gymnases, quatre gymnases seront rénovés : tout d'abord, le gymnase Claude Boué à Crouin, puis le gymnase Félix Gaillard, le gymnase de Segonzac, et enfin, le gymnase François Gabart à Châteauneuf.

Les travaux de la piscine de Châteauneuf seront finalisés pour le mois de juin 2026 afin d'accueillir les premiers scolaires, pour un montant d'un million d'euros.

Au complexe François Gabart, il est nécessaire de créer un local de rangement, notamment pour le club de handball car le petit espace de rangement existant est pris par les professeurs du collège.

Les réflexions se poursuivront sur deux gros projets : les extensions du gymnase de Châteauneuf et du dojo à Cognac.

Le président demande s'il y a des questions. A défaut, il poursuit pour présenter les sujets sur la commande publique et les affaires juridiques.

Cette année a été l'occasion d'une réorganisation de la direction des affaires juridiques et des moyens généraux.

Au niveau des moyens généraux, 2026 verra l'intégration de nouveaux sites en gestion, notamment le pôle éco-formation, l'optimisation de la gestion des achats et le renouvellement des marchés de nettoyage avec une réflexion sur partie marché et partie régie.

Sur la partie Assemblées, une étude sera menée pour l'acquisition d'un outil métier afin de renforcer la sécurisation des actes.

Concernant la commande publique, une solution dématérialisée de gestion des achats et des marchés sera étudiée afin d'améliorer l'efficacité des outils, à la fois pour les candidats et pour la gestion du service marché, avec toujours l'intégration des enjeux énergétiques, environnementaux et sociaux.

Sur le service juridique, le renouvellement du marché d'assurance est un gros enjeu dans un contexte qui est très tendu pour réussir à contenir les prix des assurances.

Enfin, au niveau des archives, la valorisation des archives et du développement de la mission d'accompagnement des communes dans le cadre du service commun se poursuivra.

Le président demande s'il y a des questions. À défaut, il donne la parole à **Madame Monique MARTINOT** pour l'enseignement supérieur et l'insertion.

La feuille de route "enseignement supérieur" adoptée vise à consolider l'offre existante, développer une offre de formation post-bac complémentaire en s'appuyant sur les marqueurs économiques structurants pour le territoire.

Les partenariats et les activités autour de la recherche seront élargis, les actions en faveur de la vie étudiante seront structurées et accompagnées. Le budget se monte à 70 000 euros.

Les actions en faveur de l'accompagnement et de l'insertion des jeunes du territoire seront soutenues. Grand Cognac contribuera au financement du programme d'action territoriale de la mission locale Arc-Charente qui intervient auprès des jeunes de 16 à 25 ans sur les enjeux emploi, formation, orientation, mais également la mobilité, la santé, le logement ou encore la culture et les loisirs. Et ce, pour un montant de 97 000 euros.

Concernant les espaces France Services, l'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives sera poursuivi en assurant une répartition équilibrée avec cinq espaces France Services sur le territoire. Les aides de l'État et des opérateurs nationaux sont de 50 000 euros par structure et cette année il y a une bonification de 10 000 euros pour l'espace France Services de Châteauneuf, considéré en zone France Ruralité Revitalisation. Ce qui fait 260 000 euros de subventions escomptées pour l'année 2026.

Le président demande s'il y a des questions. À défaut, il donne la parole à **Madame Séverine CAILLÉ** qui commence par trois grands sujets concernant la partie informatique.

Elle présente un premier projet autour de la data, avec l'idée de simplifier et surtout de mutualiser les outils existants. Pour cela, certains outils seront remplacés par des plateformes qui seront plus sécurisées et surtout polyvalentes. Par exemple, la mise en place du portail usagé à destination du service Enfance Jeunesse dans un premier temps, avec l'idée de l'étendre à tous les services qui sont en contact direct avec l'usager (mobilité, sport, etc.). En interne, des plateformes à destination des élus ou des agents seront créées, notamment un portail élu pour les nouveaux élus communautaires qui permettra d'avoir accès à l'ensemble des outils nécessaires à l'exercice du mandat. Pour les agents, une plateforme de « ticketing » Ressources Humaines sera mise en place, sur le modèle de celle existante au niveau du service support informatique qui fonctionne assez bien. Cela permettra un meilleur suivi des demandes des agents qui se font aujourd'hui par mail ou par téléphone. Il est aussi prévu une plateforme foncière sur la gestion du patrimoine de l'agglomération et enfin une plateforme archives pour la gestion du fonds documentaire de l'agglomération.

Le second projet, évoqué depuis plusieurs années déjà, concerne le service commun à destination des communes. Axé plus précisément sur la cybersécurité, il sera lancé sur l'année 2026, auprès d'une quinzaine de communes avec tout d'abord un audit sur les sujets sensibles de vulnérabilité potentiels et les voies de sécurisation possibles. Cela nécessitera d'acquiescer des logiciels supplémentaires et de mettre en œuvre les bonnes pratiques à destination, à terme, des 54 communes, la cybersécurité étant un réel enjeu.

Le troisième projet, sujet récurrent, concerne les réseaux et s'articule autour de plusieurs thématiques : le fond sur la rénovation de la sécurisation de nos infrastructures réseaux, la sécurisation de la partie cloud, et une nouveauté pour 2026, un audit sur la vidéosurveillance. En effet, les systèmes de vidéosurveillance sont disparates sur l'ensemble de nos bâtiments et méritent une harmonisation.

Elle continue sur la partie aménagement du territoire, où là aussi il y a trois grands sujets.

Les modifications du PLU, comportant la modification simplifiée qui devrait être validée un peu plus tard dans la séance, et la modification de droit commun lancée cet automne qui s'étendra sur toute l'année 2026. L'enveloppe de 50 000 euros est un cumul sur une partie de la modification simplifiée et la modification de droit commun.

Concernant les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR), une réflexion est entamée sur l'élaboration de SPR sur les communes de Linières-Ambleville et Bourg-Charente, avec des discussions avec la DRAC. Il y a aussi la modification du SPR de la ville de Cognac en lien avec la problématique des Halles.

Le dernier projet sur l'aménagement du territoire, concerne le système d'information géographique de l'agglomération (SIG), qui sera complété cette année, avec la possibilité pour certains services de l'agglomération de saisir des données en direct sur le terrain. Cela permettra de gagner du temps et surtout d'obtenir une meilleure précision.

Elle termine par le sujet des conseillères numériques, et rappelle leurs actions : l'accompagnement à l'usager avec des permanences mensuelles ou bimensuelles dans nos communes, l'organisation de divers ateliers grand public et des ateliers plus spécifiques, notamment sur la cybersécurité. Ce dernier sujet qui revient régulièrement est plutôt traité au sein de nos structures enfance-jeunesse ou médiathèque.

L'inquiétude sur le financement de ces postes a été évoqué plus tôt dans la séance. La convention pluriannuelle avec la Caisse des dépôts, à hauteur de 85 000 euros sur trois ans pour les deux postes se termine en août 2026. Il existe une grosse incertitude sur la poursuite de ce financement à partir de septembre 2026.

Le président demande s'il y a des questions. Il donne la parole à **Monsieur Claude GUINET** souhaitant aborder le sujet des cimetières. Il demande une réflexion sur un dispositif permettant d'accompagner les maires, tout d'abord juridiquement. En effet, les problèmes majeurs sur le cimetière de leur commune les amènent souvent à être condamnés. Ensuite, il évoque la protection et la conservation des monuments funéraires extrêmement fragilisés du fait de leur ancienneté (150-200 ans) et qui ont une très grande valeur patrimoniale. Peut-être conviendrait-il de trouver l'appui auprès de personnes ressources comme l'architecte des bâtiments de France et le CAUE.

Le président répond qu'il s'agit plutôt du rôle de l'AMF et demande s'il y a d'autres remarques. À défaut, il donne la parole à **Monsieur Brice DEZEMERIE** qui présente les projets en matière de Ressources humaines et notamment de santé, sécurité et prévention :

- La création d'un cabinet du centre de gestion pour la médecine du travail en appui sur le site administratif de l'agglomération à Jarnac.
- La mise en place d'un réseau d'assistants de prévention pour aider notre ingénieure de prévention à voir directement les agents, aller au contact des services.
- La mise en place de solutions de sécurisation pour les travailleurs isolés avec une application qui s'appelle « Beepiz », qui permettra à l'agent, lorsqu'il se trouve seul sur son lieu de travail, de déclencher l'application, par exemple en cas de chute. Celle-ci alerte les services du problème que pourrait rencontrer la personne.

Sur le volet formation et dialogue social :

- Mettre en place des actions avec la convention Cap Emploi en faveur des personnes en situation de handicap.
- Faciliter l'accès des jeunes du territoire aux stages dans les services de Grand Cognac qui représentent plus de 50 métiers aujourd'hui. Dans la situation économique actuelle, il apparaissait logique de pouvoir aider nos jeunes à cette formation. C'est le rôle de l'agglomération de pouvoir leur ouvrir les portes de stages et les agents sont déjà pleinement impliqués.
- Projeter la Direction des Ressources Humaines sur les salons et les forums, afin d'avoir une meilleure visibilité sur nos offres d'emploi.
- Organiser les élections professionnelles pour la fin d'année qui se prépare dès à présent.

Sur le volet carrière-paie :

- La prise en charge de la mutuelle santé.
- La réflexion et le dialogue social sur le RIFSSSP,
- La gestion des dossiers des élus, à la suite des élections. Il sera nécessaire d'accompagner les élus dans leurs dossiers à partir du mois d'avril prochain.

Le président demande s'il y a des questions. À défaut, **Monsieur Brice DEZEMERIE** poursuit sur le volet santé de l'action de Grand Cognac.

Dans le cadre du plan santé, il présente l'accompagnement de la maison de santé de Hiersac, ainsi que le projet d'implantation d'une maison de santé à Châteaubernard, encore à l'étape de réflexion.

Le soutien à l'installation pour les nouveaux professionnels de santé se poursuivra en 2026. Les aides ainsi que les animations semestrielles auprès des internes donnent de bons résultats. L'agglomération est plus présente auprès des étudiants à Bordeaux, Poitiers, Limoges.

Il évoque « DocTripper », une application spécialisée dans le recrutement, qui permettrait à l'agglomération une meilleure visibilité auprès des médecins généralistes. Elle pourrait être proposée aux maisons de santé du territoire (intercommunales et communales).

Il présente différentes réflexions en cours, comme un dispositif d'aide à la reconversion pour les professionnels de santé, ou encore la mise en place d'un médico-bus. Ce dernier est un projet très important et valorisant pour la prévention sur le territoire.

Il indique que l'élaboration du contrat local de santé intercommunal, prenant le relais du contrat local de santé de la ville de Cognac, commencera au travers différents groupes de travail, pour une signature en septembre 2026. C'est un projet très structurant en matière d'offres de soins sur le territoire.

En l'absence de question, **Le président** reprend la parole et évoque la politique de l'attractivité.

Il indique qu'il s'agit d'un axe fort, dans le contexte économique actuel, tourné vers l'emploi et l'économie, pour faire rayonner le territoire et attirer de nouvelles populations, des médecins et professionnels de santé, et bien sûr, des entreprises.

À défaut d'autres questions et remarques, l'Assemblée prend acte du rapport d'orientations budgétaires 2026.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

5. Convention de cofinancement des études préalables à la mise en 2x2 voies de la RN141 entre Grand Cognac, Grand Angoulême, le Département de la Charente et l'État

Le projet d'aménagement en 2X2 voies de la RN 141 entre Malvieille et Hiersac qui a dû être relancé à la suite de l'arrivée à échéance de la DUP initiale doit désormais faire l'objet d'études préalables à la nouvelle DUP et à l'autorisation environnementale unique avant d'entrer en phase conception. Inscrite au CPER de Nouvelle Aquitaine, les dépenses afférentes doivent être partagées entre l'État et le bloc local. Un partenariat financier a ainsi été noué entre l'État, Grand Cognac, Grand Angoulême et le Département de la Charente, qu'il est proposé à l'assemblée d'approuver. Le montant total de l'engagement de Grand Cognac s'élève à 624.000€ réparti sur les trois prochains exercices.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

6. Approbation des modifications statutaires du pôle d'Équilibre Territorial et Rural Ouest Charente – Pays du cognac et Convention de gestion entre la communauté d'Agglomération de Grand Cognac et la communauté de communes Le Rouillacais

L'organisation et les missions du pôle d'équilibre territorial et rural Ouest Charente - Pays du cognac fait l'objet d'un réexamen.

À cet effet, le comité syndical mixte a délibéré le 4 décembre 2025 pour proposer une modification de ses statuts visant principalement à simplifier les règles de gouvernance et à restituer les compétences « Équilibre Territoriale » aux deux EPCI membres afin de n'exercer que la seule compétence du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT). Dans ce contexte, la communauté de communes du pays rouillacais souhaite confier à Grand Cognac la gestion de ses missions relatives à l'équilibre des territoires dont les modalités sont fixées dans une convention de gestion.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 74

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1

7. Adoption du pacte financier et fiscal de solidarité

Grand Cognac propose d'adopter un pacte financier et fiscal de solidarité permettant de formaliser les dispositifs existants et de renouveler l'enveloppe de dotation de solidarité communautaire pour un nouveau cycle de trois ans.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

8. Modification de l'intérêt communautaire des compétences de Grand Cognac

Dans le cadre des compétences optionnelles de Grand Cognac en matière de voiries, d'équipements culturels et d'action sociale relevant de d'intérêt communautaire, il est proposé de le compléter en y ajoutant une voie communautaire située sur la commune de Chassors ainsi que la maison médicale de Hiersac relevant de l'action sociale.

La modification de l'intérêt communautaire relève d'une délibération à la majorité des deux tiers du conseil communautaire.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

9. Reprise de la compétence Collecte des déchets ménagers et assimilés – Approbation de la convention d'accord partiel sur les modalités patrimoniales et financières portant sur la répartition des dettes liées aux emprunts et sur le versement d'une somme au titre des charges d'administration à la suite de la restitution de la compétence collecte

Le Syndicat de valorisation des déchets ménagers de la Charente, dit CALITOM exerçait jusqu'au 31 décembre 2024, en lieu et place de Grand Cognac la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés. Par une délibération n° D2022/334 du 14 décembre 2022, Grand Cognac a décidé la reprise de la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés à Grand Cognac à compter du 1^{er} janvier 2025. La restitution d'une compétence, induit des conséquences sur les biens et les agents.

La convention, jointe en annexe, précise les modalités de répartition des biens, des dettes et du versement d'une compensation à Calitom au titre des charges d'administration générale.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

10. Attribution d'une subvention à l'Association Épicerie Sociale du Cognçais

L'Épicerie sociale du Cognçais sollicite un soutien financier exceptionnel de Grand Cognac afin de faire face à des dépenses imprévues liées à la réparation de son camion frigorifique ainsi qu'à l'achat de denrées alimentaires devenus nécessaires du fait de la forte diminution des collectes en grandes surfaces.

Il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 2 000 € afin d'aider l'association à poursuivre sa mission essentielle d'aide alimentaire auprès des publics les plus fragiles.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président donne la parole à **Monsieur Brice DEZEMERIE** pour présenter les rapports suivants.

RESSOURCES - HUMAINES

1. Participation financière de Grand Cognac à une mutuelle labellisée

Pour donner suite de l'instauration d'un dispositif de protection sociale complémentaire au bénéfice des agents de la fonction publique territoriale, à compter du 1^{er} janvier 2026, la communauté d'agglomération de Grand Cognac participera, au-delà de ses obligations, au financement de la cotisation que les agents titulaires et les agents contractuels versent à leur complémentaire santé (mutuelle) à la condition qu'elle soit labellisée.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

2. Ouvertures et fermetures de postes permanents

Il est proposé d'ouvrir et de fermer des postes permanents. Un tableau des effectifs, avec indication des modifications en rouge, est présenté en annexe.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

3. Ouvertures de postes non permanents

Il est proposé d'ouvrir des postes non permanents. Un tableau des effectifs, avec indication des modifications en rouge, est présenté en annexe

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président donne la parole à **Monsieur Xavier TRIOULLIER** pour présenter le rapport suivant.

SPORT

1. Attribution d'une subvention pour l'achat d'un bateau d'aviron pour la pratique sportive au sein d'une association du territoire de Grand Cognac

Il est proposé d'attribuer, sur le budget principal 2025, une subvention pour l'achat d'un bateau d'aviron pour un montant de 20 000 euros

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président donne la parole à **Madame Séverine CAILLÉ** pour présenter le rapport suivant.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET MOBILITES

1. Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification simplifiée N°1 du PLUi de Grand Cognac

Le Président de Grand Cognac a engagé la procédure de modification simplifiée n°1 du PLUi de Grand Cognac afin de procéder à des ajustements du règlement écrit et graphique, modifier et supprimer des Orientations d'aménagement et de programmation, ajouter ponctuellement des changements de destination et supprimer des emplacements réservés

Le dossier de modification simplifiée, après avoir été mis à la consultation des Personnes Publiques Associées, puis mis à disposition du public, a été corrigé sur certains points. Il est donc prêt à être approuvé

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président donne la parole à **Monsieur Philippe GESSE** pour présenter le rapport suivant.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, ESS

1. ZAE Le Plassin (Gensac-la-Pallue) – Cession d'une parcelle à la société AMORIM TOP SERIES France

La société AMORIM TOP SERIES France est propriétaire des parcelles AC 58 et AC 60 situées sur la zone d'activités économique du Plassin. Son site comprend également les parcelles AC 59 et AC 72. Au cadastre, ces parcelles sont actuellement propriété respectivement de la commune de Gensac-la-Pallue et de Grand Cognac (communauté de communes de Grande Champagne).

Grand Cognac a donc proposé à AMORIM TOP SERIES France de régulariser la situation en lui cédant la parcelle AC 72 d'une superficie de 419 m² au prix de 12€ HT/m² ; soit une recette de 5 028 € HT

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président donne la parole à **Monsieur Bernard DUPONT** pour présenter les rapports suivants.

GRAND ET PETIT CYCLES DE L'EAU

1. Tarifs 2026 Eau potable

Grand Cognac doit voter avant le 31 décembre 2025, les tarifs du prix de l'eau potable qui seront appliqués à compter du 1er janvier 2026. Afin de conserver la capacité de mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissements 2023-2033 de Grand Cognac, il est nécessaire d'actualiser le tarif. Le tarif 2026 (part délégation et part Grand Cognac cumulées) se décompose de la façon suivante : une part fixe à 61,00 € et une part variable à 1,5700 € HT/m³.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 74

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1

2. Tarifs 2026 Assainissement Collectif

Grand Cognac doit voter avant le 31 décembre 2025, les tarifs du prix de l'assainissement qui seront appliqués à compter du 1^{er} janvier 2026.

Afin de conserver la capacité de mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissements 2023-2033 de Grand Cognac, il est nécessaire d'actualiser le tarif. Le tarif 2026 proposé se décomposant de la façon suivante : une part fixe à 46,48 € HT et une part variable composée de deux tranches (tranche 1 (0 à 30 m³) à 2,050 € HT/m³ et tranche 2 (supérieur à 30 m³) à 2,760 € HT/m³).

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

3. Réfection des réservoirs d'Eau potable de Jarnac

Les réservoirs d'eau potable de Jarnac ont fait l'objet d'un diagnostic et nécessitent une rénovation pour laquelle Grand Cognac a lancé un marché de travaux. À l'issue de l'analyse des offres, il est proposé d'attribuer le marché au groupement d'entreprises RESINA – HES pour un montant de 520 722,87 € HT.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

4. Eau potable et Assainissement Collectif – Choix des modes de gestion – Orientations Générales

Sur le territoire de Grand Cognac le service public de l'eau est délégué et le service d'assainissement collectif est en partie géré en régie et en partie délégué.

Une étude interne a été menée depuis 2023 pour définir les modes de gestion futurs de ces services.

Il est proposé d'adopter des orientations générales quant aux futurs modes de gestion des services d'eau et d'assainissement collectif sur le territoire de Grand Cognac.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

5. Assainissement Collectif – Choix du mode de gestion territoire Châteauneuf-sur-Charente

Le service d'assainissement collectif sur la commune de Châteauneuf-sur-Charente est délégué à l'entreprise SAUR jusqu'au 31 décembre 2025. Grand Cognac doit décider du mode de gestion de ce service à l'issue de ce contrat. Conformément aux orientations il est proposé de gérer ce service en régie à compter du 1er janvier 2026.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

6. Financement des travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti aux inondations du fleuve Charente

Dans le cadre du Programme d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI) Charente, un fonds d'aides a été créé pour financer des travaux visant à réduire la vulnérabilité des habitations, des bâtiments publics et des bâtiments d'activités de moins de 20 salariés face au risque d'inondation du fleuve Charente. Ces actions, programmées jusqu'en 2030, représentent une enveloppe globale de 1 010 000 € TTC, répartie entre l'État, le Département et Grand Cognac, avec des plans de financement adaptés à chaque type de bien. Pour mettre en œuvre ce dispositif, il est nécessaire d'adopter les règlements d'intervention et d'approuver deux conventions : l'une avec le Département pour la gestion des aides et l'autre avec PROCIVIS pour le préfinancement des travaux.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président donne la parole à **Monsieur Morgan BERGER** pour présenter le rapport suivant.

ACTION CŒUR DE VILLE, POLITIQUE DE LA VILLE ET PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE DELINQUANCE

1.Modification du Règlement d'intervention Habitat social – Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2020-2026, Grand Cognac soutient la production de logements locatifs sociaux publics afin d'offrir des logements adaptés aux besoins des publics spécifiques, en apportant ses subventions ou sa garantie d'emprunt aux porteurs de projets.

Dans le cadre d'une réduction du foncier disponible non-bâti, les opérations visant à produire du logement social par le réinvestissement du bâti ancien sont appelées à se multiplier.

Pour mieux accompagner l'émergence et la réalisation de ces projets, il est proposé de modifier le règlement d'intervention pour renforcer le soutien aux opérations concernant le « Bâti vacant depuis plus de 2 ans », et de relever le seuil de qualification de « Petite opération » de 10 à 15 logements pour les opérations se déployant dans l'ancien.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

Le président présente le rapport suivant.

TOURISME ET VALORISATION DU FLEUVE ET DES RIVIÈRES

1. Lancement de la procédure de délégation du service public pour la gestion et l'exploitation du port de plaisance de Cognac

Dans le cadre d'un contrat de délégation de service public qui arrive à échéance le 31 octobre 2026, la gestion et l'exploitation du port de plaisance de Cognac est actuellement confiée à la société Les Canalous. Conformément aux obligations fixées par l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales et préalablement au lancement de la procédure de mise en concurrence, l'assemblée délibérante doit se prononcer sur les principales caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, ainsi que sur le principe du recours à la délégation de service public.

Le président demande s'il y a des questions sur ce sujet. En l'absence de question,

Le Président met au vote le rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité :

Voix Pour : 75

Voix Contre : 0

Abstention : 0

La séance est levée à 20 heures 10 minutes.

Le Secrétaire de séance

Mme Carmen BERNARD



Le Président,

M. Jérôme SOURISSEAU

